

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail – Justice - Solidarité

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET
DU BUDGET



RAPPORT SUR L'EXECUTION DU
BUDGET DE L'ETAT AU TITRE DU
PREMIER TRIMESTRE 2026



Chers compatriotes,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport sur l'exécution du budget de l'État au titre du premier trimestre 2026, conformément aux dispositions de l'article 77 de la Loi Organique Relative aux lois de Finances (LORF) du 06 août 2012.

Cette disposition légale qui s'inspire des bonnes pratiques internationales qui exigent d'informer régulièrement la représentation nationale, les acteurs de la société civile ainsi que les partenaires techniques et financiers traduit la volonté des autorités de renforcer la transparence budgétaire, la reddition

des comptes de l'exécution du budget de l'État en recettes, en dépenses ainsi que sur l'application de la loi de finances, à des fins de renforcement du contrôle parlementaire et du renforcement de la transparence budgétaire.

L'exécution du budget au titre du premier trimestre 2026 s'est passée dans un contexte marqué essentiellement par :

- L'application du régime du 12ème provisoire autorisé par la Loi N° L/2025/041/CNT du 26 décembre 2025 portant autorisation exceptionnelle de perception de recettes publiques et reconduction des crédits budgétaires de l'exercice 2025;
- La restructuration gouvernementale par décret N°D/2026/006/PRG/SGG du 26 janvier 2026;
- La nomination des membres du gouvernement par les décrets des 02 et 04 février 2026 ;
- Le vote de la loi L/2026/004/CNT du 05 mars 2026 portant plan de développement socio-économique durable et responsable-Simandou 2040 ;
- Le vote de la loi L/2026/005/CNT du 05 mars 2026 portant programme de développement socio-économique durable et responsable-Simandou 2026-2030;
- La notification par circulaire N° 0200/CABP/008 du 26 février 2026 des enveloppes plafonds actualisées du PLF 2026

Malgré les contraintes liées à cette situation transitoire, les administrations financières sont demeurées pleinement mobilisées afin d'assurer une gestion rigoureuse et prudente des ressources publiques. Dans cette dynamique, le Gouvernement a amorcé la mise en œuvre du budget programme à travers :

- La budgétisation en mode programme de plusieurs ministères pilotes ;
- Le renforcement du suivi de l'exécution physique et financière des programmes ;
- L'introduction progressive de la gestion axée sur les résultats ;
- L'amélioration des mécanismes de pilotage de la performance publique.

Les premiers travaux réalisés au cours du premier trimestre 2026 traduisent la volonté du Gouvernement d'inscrire durablement les finances dans une logique de performance, de responsabilité et d'efficacité, telle qu'ambitionnée par le Président de la République, Chef de l'État, Mamadi DOUMBOUYA.

Mariama Ciré SYLLA

Ministre de l'Économie des Finances et du Budget

Table des matières

RESUME EXECUTIF	3
SIGLES ET ABREVIATIONS	4
LISTE DES TABLEAUX	5
LISTE DES GRAPHIQUES	5
INTRODUCTION	6
I- CONTEXTE DE L'EXECUTION DU BUDGET AU TITRE DU PREMIER TRIMESTRE 2026	6
I.1- Contexte économique mondial et sous régional	6
I.2- Conjoncture économique nationale	8
I.3- Rappel des priorités et mesures pour l'exécution du budget à fin mars 2026	8
II- SITUATION DE LA MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES	9
II.1- Analyse de la mobilisation des recettes	9
II.2- Analyse de la mobilisation des recettes par catégorie	10
II.2.1- Recettes fiscales	10
II.2.2- Dons	11
II.2.3- Autres recettes	12
II.3- Analyse des recettes minières	13
II.4- Analyse de la réalisation des recettes par régie	14
II.4.1- Direction Générale des Impôts (DGI)	15
II.4.2- Direction Générale des Douanes (DGD)	18
II.4.3- Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGT-CP)	20
II.5- Risques et perspectives sur les recettes	23
III- SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES	23
III.1- Situation globale de l'exécution des dépenses	23
III.2- Situation des modifications de crédits	26
III.3- Analyse des dépenses par nature	28
III.3.1- Dépenses courantes	28
III.3.2- Dépenses d'investissements	29
III.4- Situation d'exécution des dépenses par fonction	31
III.5- Situation d'exécution des subventions d'électricité	33
III.6- Consommation d'eau et d'électricité de l'administration	33
III.7- Situation des instances à fin mars 2026	33
III.8- Situation de l'exécution des crédits des services déconcentrés à fin mars 2026	33
III.9- Situation d'exécution des dépenses sociales	34
III.10- Principaux soldes et indicateurs de gestion budgétaire	34
IV- SOLDES BUDGETAIRES	34
IV.1- Solde budgétaire global	34
V- OPERATIONS DE FINANCEMENT	35
RECOMMANDATIONS GENERALES	37
CONCLUSION	38
ANNEXES	39

RESUME EXECUTIF

Selon les prévisions de référence du FMI à fin avril 2026, en dépit des disparités entre les pays, les révisions de la croissance et de l'inflation restent modérées à l'échelle mondiale, mais bien plus prononcées dans la région touchée par le conflit et dans d'autres pays particulièrement vulnérables, notamment dans les pays émergents et les pays en développement importateurs de produits de base et présentant déjà des fragilités. La croissance mondiale devrait s'établir à 3,1 % en 2026 et à 3,2 % en 2027, ce qui est inférieur à son rythme récent, qui était d'environ 3,4 % en 2024 et 2025. Elle devrait se stabiliser à un niveau similaire à moyen terme, en deçà de la moyenne historique (2000-2019) de 3,7 %.

S'agissant des finances publiques, la politique budgétaire reste sous la pression de l'endettement et des risques croissants. La dette publique mondiale a frôlé 94 % du PIB en 2025 et devrait atteindre 100 % d'ici 2029. La hausse des dépenses sociales, de défense ou d'autonomie stratégique et des charges d'intérêts met les finances publiques à l'épreuve.

L'inflation globale mondiale devrait monter à 4,4 % en 2026, puis redescendre à 3,7 % en 2027, ce qui représente une révision à la hausse pour ces deux années.

Dans ce contexte, les priorités absolues des pays seraient de préserver la stabilité des prix et celle financière, de garantir la viabilité des finances publiques et de mettre en œuvre rapidement des réformes structurelles.

Au niveau sous-régional, l'environnement est marqué par une croissance qui demeure résiliente, malgré l'incertitude mondiale. L'activité économique de la région devrait croître de 3,8 % en 2025, contre 3,5 % en 2024, et s'accélérer encore pour atteindre un taux annuel moyen de 4,4 % en 2026-2027. Cette croissance est soutenue par une inflation plus faible et des échanges commerciaux améliorés, même si l'assainissement budgétaire et le service élevé de la dette restent des risques majeurs. Le service de la dette extérieure a plus que doublé au cours des dix dernières années, atteignant 2 % du PIB en 2024.

Au niveau national, le contexte économique caractérisé par une croissance robuste attendu en 2026 de 9,5%, une inflation moyenne nationale qui s'accélère à 4,4% et une stabilité macroéconomique. Dans ce contexte, les recettes du budget de l'État ont été mobilisées à hauteur de 12 289,71 Mds GNF sur une prévision de la période de 12 515,97 soit, 98,19% des objectifs de la période et 22% des objectifs de la LFI 2026 de 55 858,09 Mds GNF.

Quant aux dépenses totales payées yc FINEX, elles se chiffrent à 4 308,51 Mds GNF sur un objectif de l'enveloppe des 12ème provisoires de 8 516,31 Mds GNF, soit 50,59% et 59,76% du plan d'engagement (7 209,47 Mds GNF).

Ces dépenses payées concernent les dépenses courantes pour 3 490,76 Mds GNF et des dépenses d'investissements sur financement extérieurs pour 817,74 Mds GNF. Comparés aux prévisions des dépenses de la loi de finances 2026 de 64 181,36 Mds GNF, ces paiements représentent 6,71% des dépenses totales prévues dans la LFI 2026.

SIGLES ET ABBREVIATIONS

ACCT	Agence Comptable Centrale du Trésor
ANAFIC	Agence Nationale de Financement des Collectivités
BCRG	Banque Centrale de la République de Guinée
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CFU	Contribution Foncière Unique
CNRD	Comité National de Rassemblement pour le Développement
CNT	Conseil National de la Transition
DGB	Direction Générale du Budget
DGD	Direction Générale des Douanes
DGI	Direction Générale des Impôts
DGIPSIG	Direction Générale des Investissements Publics et du Système Intégré de Gestion
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ERAM	École Régionale des Arts et Métiers
FCE	Fonds Commun de l'Éducation
FINEX	Financement Extérieur
FMI	Fonds Monétaire International
FODECCON	Fonds de Développement des Communes de Conakry
FNDL	Fonds National de Développement Local
GNF	Franc Guinéen
IMF	Impôt Minimum Forfaitaire
LFI	Loi de Finances Initiale
LFR	Loi de Finances Rectificative
LORF	Loi Organique Relative aux Lois de Finances
MB	Ministère du Budget
MSFP 2014	Manuel de Statistique des Finances Publiques
PIB	Produit Intérieur Brut
RER	Redevance d'Entretien Routier
RGGBCP	Règlement Général sur la Gestion Budgétaire et la Comptabilité Publique
RSU	Registre Social Unifié
SGG	Secrétariat Général du Gouvernement
TCT	Taxe de Consommation Téléphonique
TDB	Tableau de Bord
TEC	Tarif Extérieur Commun
TOF-ACB	Tableau des Opérations Financières de l'Administration Centrale Budgétaire
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée

LISTE DES TABLEAUX

TABEAU 1 : MOBILISATION DES RECETTES DU BUDGET DE L'ÉTAT À FIN MARS 2026 (MONTANT EN MDS DE GNF)	9
TABEAU 2: ÉVOLUTION DES RECETTES FISCALES PAR CATÉGORIE AU 31 MARS 2026 (MONTANT EN MDS GNF)	11
TABEAU 3:MOBILISATION DES DONS AU 31 MARS 2026 (EN MDS GNF)	11
TABEAU 4:TABLEAU 4: MOBILISATION DES AUTRES RECETTES À FIN MARS 2026 (MONTANT EN MDS GNF)	12
TABEAU 5: RÉALISATION DES RECETTES MINIÈRES PAR MINÉRAI ET PAR SOCIÉTÉ À FIN MARS 2026 (EN MDS GNF)	13
TABEAU 6: SITUATION DES RECETTES COLLECTÉES PAR LA DGI À FIN MARS 2026 (MDS GNF)...	17
TABEAU 7: RECETTES COLLECTÉES PAR LA DGD À FIN MARS 2026 (MONTANT EN MDS GNF) ..	19
TABEAU 8: SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES PAR LA DGT-CP À FIN MARS 2026 (MONTANT EN MDS GNF).....	21
TABEAU 9: EXÉCUTION GLOBALE PAR GRANDE NATURE ÉCONOMIQUE YC BAS EN À FIN MARS 2026	25
TABEAU 10: COMPARAISON ENTRE LES ENGAGEMENTS ET PAIEMENTS DES DÉPENSES À FIN MARS 2026 PAR TITRE EN MDS GNF	26
TABEAU 11: SITUATION DES MODIFICATIONS DE CRÉDITS À FIN MARS 2026 (EN MDS GNF)	26
TABEAU 12: SITUATION DES MODIFICATIONS DE CRÉDITS À FIN MARS 2026 PAR MINISTÈRE ET INSTITUTION (EN MDS GNF)	27
TABEAU 13:SITUATION D'EXÉCUTION DES PROJETS ET PROGRAMMES PAR MINISTÈRES (EN MDS GNF)	30
TABEAU 14:EXÉCUTION PAR GRANDE FONCTION SUR BASE PAIEMENT À FIN MARS 2026 (EN MDS GNF)	32
TABEAU 15: SITUATION DE L'EXÉCUTION DES CRÉDITS DES SERVICES DÉCONCENTRÉS : DÉCONCENTRÉS INTÉRIEUR, DÉCONCENTRÉS EXTÉRIEURS ET PROJETS ET PROGRAMMES À FIN MARS 2026 (MDS DE GNF)	33
TABEAU 16: SYNTHÈSE DE L'EXÉCUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS BUDGÉTAIRES	34
TABEAU 17: L'ÉVOLUTION DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENTS À FIN MARS 2026	35
TABEAU 18: RÉALISATION DES RECETTES PAR NATURE ET PAR RÉGIE FINANCIÈRE À FIN MARS 2026	40
TABEAU 19: EXÉCUTION GLOBALE DES DÉPENSES HORS FINEX PAR PHASE ET PAR ADMINISTRATION À FIN MARS 2026 (EN MDS GNF).....	45
TABEAU 20: EXÉCUTION GLOBALE DES DÉPENSES HORS FINEX PAR ADMINISTRATION ET PAR GRANDE NATURE ÉCONOMIQUE (BASE ENGAGEMENT) À FIN MARS 2026 (EN MDS GNF) ..	48
TABEAU 21: EXÉCUTION GLOBALE DES DÉPENSES DES DOUZIÈME PROVISOIRES PAR ADMINISTRATION ET PAR GRANDE NATURE ÉCONOMIQUE (BASE PAIEMENT) À FIN MARS 2026 (MDS GNF).....	51

LISTE DES GRAPHIQUES

FIGURE 1: ÉVOLUTION DES RECETTES DU BUDGET EN MARS 2026 (MONTANT EN MDS GNF).....	10
FIGURE 2: MOBILISATION DES RECETTES PAR LES RÉGIES FINANCIÈRES À FIN MARS 2026.	15
FIGURE 3: COMPARAISON DE LA PART DES GRANDES CATÉGORIES (DIVISIONS) DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES DÉPENSES DE L'ADMINISTRATION DANS LA LFI 2026 ET LES DÉPENSES EXÉCUTÉES.....	32

INTRODUCTION

Dans le cadre du suivi de l'exécution et du renforcement de la transparence budgétaire, le Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget à travers la Direction Générale du Budget, produit trimestriellement et annuellement un rapport d'exécution du budget de l'État pour rendre compte de l'exécution des autorisations parlementaires à l'organe législatif et au grand public conformément au principe de la redevabilité.

Ces rapports présentent l'analyse du contexte économique mondial, sous régional et national ainsi que les priorités du Gouvernement et les mesures d'encadrement du budget de l'État notamment, la poursuite des réformes fiscales et douanières, la surveillance des risques et les perspectives.

I- CONTEXTE DE L'EXECUTION DU BUDGET AU TITRE DU PREMIER TRIMESTRE 2026

I.1- Contexte économique mondial et sous régional

Selon les prévisions de référence du FMI à fin avril 2026, de fortes disparités se dessinent entre les pays, marquées par des révisions de la croissance et de l'inflation relativement modérées à l'échelle mondiale, mais bien plus prononcées dans la région touchée par le conflit et dans d'autres pays particulièrement vulnérables, notamment dans les pays émergents et les pays en développement importateurs de produits de base et présentant déjà des fragilités. Ainsi, la croissance mondiale devrait s'établir à 3,1 % en 2026 et à 3,2 % en 2027, ce qui est inférieur à son rythme récent, qui était d'environ 3,4 % en 2024 et 2025, avant de se stabiliser à un niveau similaire à moyen terme, soit un taux en deçà de la moyenne historique (2000-2019) de 3,7 %. Les prévisions pour 2026 sont abaissées de 0,2 point de pourcentage, et celles pour 2027, inchangées, par rapport aux prévisions présentées dans la mise à jour des Perspectives Economiques Mondiales publiées en janvier 2026.

S'agissant des finances publiques, la politique budgétaire reste sous pression avec notamment des pressions sur l'endettement et des risques croissants. La dette publique mondiale a frôlé 94 % du PIB en 2025 et devrait atteindre 100 % d'ici 2029. Cette accumulation est largement le fait des principales puissances économiques. La hausse des dépenses sociales, de défense ou d'autonomie stratégique et des charges d'intérêts met les finances publiques à l'épreuve.

L'inflation globale mondiale devrait monter à 4,4 % en 2026, puis redescendre à 3,7 % en 2027, ce qui représente une révision à la hausse pour ces deux années.

Aussi, par rapport à la mise à jour des Perspectives Economiques Mondiales de janvier 2026, la révision à la baisse des prévisions de croissance pour les pays émergents et les pays en développement s'élève à 0,3 point de pourcentage pour 2026, tandis que les estimations pour les pays avancés restent globalement inchangées. Dans un scénario défavorable, où les infrastructures énergétiques de la région touchée par le conflit subiraient davantage de dégâts, les répercussions entraîneraient la croissance mondiale à 2 % environ en 2026, tandis que l'inflation globale se placerait juste au-dessus des 6 % d'ici 2027. Les conséquences sur les pays émergents et les pays en développement seraient près de deux fois plus importantes que sur les pays avancés.

Les priorités absolues des pays seraient d'une part de préserver la stabilité des prix et celle financière, de garantir la viabilité des finances publiques et de mettre en œuvre rapidement des réformes structurelles et d'autre part, de remédier aux déséquilibres intérieurs, en particulier lorsque cela contribue aussi à atténuer les déséquilibres extérieurs excessifs. Ces priorités passent entre autres, par le suivi rigoureux des chocs prolongés sur l'offre, en évitant qu'ils déstabilisent les anticipations d'inflation, en faisant des interventions temporaires sur le marché des changes et en prenant des mesures de gestion des flux de capitaux en cas de risque imminent de fluctuations excessives ou désordonnées des taux de change. Elles passent aussi, par une surveillance prudentielle rigoureuse, d'analyses de scénarios, de maintien des niveaux adéquats de fonds propres, de liquidités et de réserves.

En fin, les pays devraient opter pour la coopération et mener des actions coordonnées afin de rétablir la stabilité dans les relations économiques internationales. Ils devraient chercher à renforcer l'intégration des échanges, en s'appuyant sur des cadres d'action commerciale prévisibles, transparents et clairement communiqués (source : perspectives économiques mondiales d'avril 2026 du FMI).

Au niveau sous-régional, l'environnement en Afrique subsaharienne est marqué par une croissance qui demeure résiliente, malgré l'incertitude mondiale. L'activité économique de la région devrait croître de 3,8 % en 2025, contre 3,5 % en 2024, et s'accélérer encore pour atteindre un taux annuel moyen de 4,4 % en 2026-2027. Cette croissance est soutenue par une inflation plus faible et des échanges commerciaux améliorés, même si l'assainissement budgétaire et le service élevé de la dette restent des risques majeurs. Le service de la dette extérieure a plus que doublé au cours des dix dernières années, atteignant 2 % du PIB en 2024.

L'Afrique subsaharienne connaît la plus importante et la plus rapide transformation démographique au monde et dans l'histoire récente. Le défi de la région en matière d'emploi consiste à accélérer la création d'emplois pour sa population en âge de travailler.

L'Afrique subsaharienne a besoin d'un nouveau modèle de croissance fondé sur les PME et les grandes entreprises, véritables moteurs de la productivité et de la création d'emplois. La croissance actuelle ne se traduit pas par une augmentation suffisante de l'emploi salarié.

La région a besoin de systèmes de production plus organisés et efficaces, reposant sur une plus grande part de PME et de grandes entreprises afin de réaliser des économies d'échelle et de créer des emplois spécialisés et de meilleure qualité. Or, la plupart des entreprises demeurent petites et informelles, ce qui limite leur capacité à créer des emplois productifs. Avec 73 % des emplois concentrés dans des entreprises individuelles et familiales, la région manque de la taille et de l'efficacité des entreprises nécessaires pour stimuler la productivité et développer la création d'emplois formels à grande échelle. Cela exige une transformation structurelle du modèle de croissance africain (source : Africa Pulse).

I.2- Conjoncture économique nationale

Avec une projection de croissance située autour de 9,5% en 2026, la Guinée présente un contexte économique caractérisé à fin mars 2026, par une inflation moyenne nationale qui s'accélère à 4,4% et une stabilité macroéconomique relativement favorable avec pour locomotive, le secteur minier présentant des performances sectorielles en janvier 2026 et une production d'électricité en progression grâce à l'amélioration de l'offre thermique. Ce contexte a été également marqué par les éléments suivants :

Sur le plan socioéconomique

- Le vote de la loi L/2026/004/CNT du 05 mars 2026 portant plan de développement socio-économique durable et responsable-Simandou 2040 ;
- Le vote de la loi L/2026/005/CNT du 05 mars 2026 portant programme de développement socio-économique durable et responsable-Simandou 2026-2030 ;
- Le démarrage des premières expéditions de minerai de fer (542 673 tonnes) dans le cadre de Simandou constitue l'événement structurant majeur de la période;
- La baisse des produits importés recule (-1,1 % GA) et l'inflation sous-jacente demeure faible (+0,4 % GA), ce qui indique que les pressions fondamentales restent contenues ;
- la poursuite d'importantes réformes institutionnelles, économiques et sociales, traduisant la volonté des autorités de refonder les bases de l'État et de moderniser l'économie nationale.

I.3- Rappel des priorités et mesures pour l'exécution du budget à fin mars 2026

Pour l'exécution du budget 2026, les principales priorités de politiques et mesures envisagées étaient :

- L'application du régime du 12ème provisoire autorisé par Loi N° L/2025/041/CNT du 26 décembre 2025 portant autorisation exceptionnelle de perception de recettes publiques et reconduction des crédits budgétaires de l'exercice 2025 ;
- La restructuration par décret N°D/2026/006/PRG/SGG du 26 janvier 2026, portant structure du Gouvernement ;
- La nomination des membres du gouvernement par les décrets N° D/2026/0008/PRG/SGG du 02 février 2026 et décret N° D/2026/016/PRG/SGG du 04 février 2026;
- N° 0200/CABP/008 du 26 février 2026 des enveloppes plafonds actualisées du PLF 2026 ;
- La restructuration par décret N° D/2026/0020/PRG/SGG du 12 mars 2026 des services de la primature, des ministères et des secrétariats généraux appartenant à la structure du gouvernement.

II- SITUATION DE LA MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES

II.1- Analyse de la mobilisation des recettes

A fin mars 2026 les recettes totales mobilisées se chiffrent à 12 289,71 Mds GNF sur un objectif de la période de 12 515,97 Mds GNF soit, 98,19% des objectifs de la période et 22% des objectifs de la LFI 2026 de 55 858,09 Mds GNF. Le niveau de mobilisation atteint s'explique par le dépassement enregistré de 3,19 % correspondant à +373,04 Mds GNF de l'objectif des recettes fiscales. Quant aux autres postes de recettes, ils enregistrent des moins-values respectives 375,84 Mds GNF et 223,47 Mds GNF au titre des dons et des autres recettes.

Les recettes encaissées se répartissent entre le budget général pour 11 875,03 Mds GNF (96,63%) et les budgets d'affectation spéciale (BAS) pour 414,68 Mds GNF (3,37%).

Par rapport à l'année précédente, le niveau de mobilisation des recettes est en hausse d'environ +35,61% correspondant à 3 227,36 Mds GNF.

Tableau 1 : Mobilisation des recettes du budget de l'État à fin mars 2026 (montant en Mds de GNF)

NATURE	CATEGORIE	LFR 2025 (b)	LF 2026 (c)	Réal Mars 2025 (d)	Situation à fin Mars 2026			Accroissement 2025_2026 h=f/d-1
					Prév (e)	Réal (f)	Taux (g=f/e)	
BUDGET GENERAL	1- Recettes fiscales	38 460,18	48 709,19	8 128,93	10 797,64	11 290,50	104,56%	38,89%
	2- Dons, legs et fonds de concours	1 477,90	1 952,40	191,17	488,10	166,02	34,01%	-13,16%
	3- Autres recettes	2 235,24	2 770,27	367,85	642,98	418,50	65,09%	13,77%
	A. Total Budget Général (1+2+3)	42 173,32	53 431,85	8 687,95	11 928,72	11 875,02	99,55%	36,68%
BUDGET D'AFFECTATION SPECIAL	1- Recettes fiscales	1 560,48	2 209,25	319,48	532,00	413,68	77,76%	29,48%
	2- Dons, legs et fonds de concours	225,87	215,02	54,92	53,76	0,00	0,00%	-100,00%
	3- Autres recettes	0,96	1,96	0,00	0,00	1,00		
	B. Total BAS	1 787,30	2 426,24	374,40	585,75	414,68	70,79%	10,76%
BUDGET DE L'ETAT	1- Recettes fiscales	40 020,66	50 918,44	8 448,41	11 329,64	11 704,18	103,31%	0,39
	2- Dons, legs et fonds de concours	1 703,77	2 167,42	246,09	541,86	166,02	30,64%	-0,33
	3- Autres recettes	2 236,20	2 772,23	367,85	642,98	419,50	65,24%	14,04%
	Total Budget de l'État (A+B)	43 960,62	55 858,09	9 062,35	12 514,47	12 289,70	98,20%	35,61%

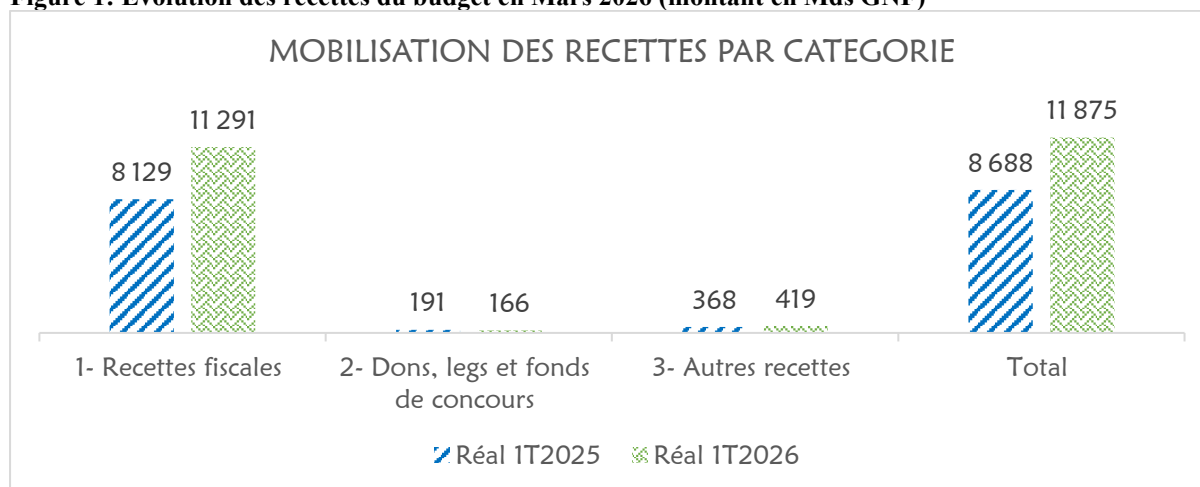
Source : DGI, DGD et DGT-CP

Par rapport aux recettes du budget général, les recettes fiscales représentent 95,08% du total, les dons contribuent pour 1,40% et les autres recettes représentent 3,52% du total.

En glissement annuel, on note un accroissement d'environ 36,68% du niveau de mobilisation des recettes du budget général, en lien avec les accroissements des recettes fiscales (38,89%) et des autres recettes (13,77%). Toutefois, des contreperformances de 13,16% sont constatées sur les dons projets et programmes correspondant à -25,15 Mds GNF.

Le graphique ci-dessous montre la dynamique de mobilisation annuelle des recettes par catégorie.

Figure 1: Évolution des recettes du budget en Mars 2026 (montant en Mds GNF)



Source : DGI, DGD et DGT-CP

Les recettes mobilisées au titre des BAS à fin Mars 2026 se chiffrent à 414,68 Mds GNF sur une prévision de la période de 585,75 Mds GNF, soit 70,79%. Cette réalisation représente 17,09% de la Loi de Finances Initiale de 2 426,24 Mds GNF. Les ressources des BAS proviennent des recettes minières et douanières et des appuis budgétaires; cette diversité de source pourrait expliquer le non-alignement du niveau de mobilisation des recettes à celui des BAS.

En glissement annuelle, les recettes affectées aux BAS croissent de +10,76%.

Elles se répartissent entre :

- le Fonds National de Développement Local (FNDL) pour **217,75 Mds GNF** ;
- le Fonds d'Investissement Minier (FIM) pour **72,58 Mds GNF** ;
- le Fonds de Développement des Communes de Conakry (FODECCON) **124,35 Mds GNF**.

II.2- Analyse de la mobilisation des recettes par catégorie

II.2.1- Recettes fiscales

Le montant total des recettes fiscales encaissé y compris celles affectées aux BAS et les « autres comptes à recevoir » se chiffre à 11 704,18 Mds GNF sur un objectif trimestriel de 11 329,64 Mds GNF, soit un taux d'exécution de 103,31% et 22,03% de la LFI 2026 de 53 129,65 Mds GNF. Cet effort de mobilisation des recettes provient essentiellement des impôts sur les biens et services pour 5 215,32 Mds GNF, des impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 3 277,65 Mds GNF ainsi que des impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital pour 1 532,65 Mds GNF. Ces trois rubriques totalisent 85,66% des recettes fiscales recouvrées de la période.

Concernant les recettes fiscales des budgets d'affectation spéciale et des « Autres Comptes à Recevoir », le niveau de réalisation à fin mars est de 1 411,49 Mds GNF sur une prévision de la période de 762,01 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 183,92%. Ce niveau de réalisation atteint s'explique essentiellement par la mobilisation des autres

comptes à recevoir plus de 4 fois que prévues à fin mars 2026 (986,81 Mds GNF réalisés contre 230,01 Mds GNF prévus).

De manière globale, on note un accroissement de 59,67% du montant total des recettes fiscales par rapport à mars 2025, correspondant à 4 373,79 Mds GNF.

Tableau 2: Évolution des recettes fiscales par catégorie au 31 mars 2026 (montant en Mds GNF)

Libellé	LFR 2025 (b)	LFI 2026 (c)	Réal Mars 2025 (d)	Situation à fin Mars 2026			Accroiss 2025_2026 h=f/d-1
				Prév (e)	Réal (f)	Taux (g=f/e)	
11- Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital	10 677,82	10 677,82	1 725,06	1 455,39	1 532,65	105,31%	-11,15%
12- Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	927,94	927,94	227,13	247,22	226,35	91,56%	-0,34%
13- Impôts sur le patrimoine	118,63	118,63	10,78	11,02	24,41	221,44%	126,45%
14- Impôts sur les biens et services	20 243,47	22 454,68	3 088,31	4 969,11	5 215,32	104,95%	68,87%
dt Redevance d'Entretien Routier (RER)	1 180,63	15 658,74	252,13	273,03	376,40	137,86%	49,29%
15- Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	15 658,74	15 658,74	1 933,26	3 853,49	3 277,65	85,06%	69,54%
16- Autres recettes fiscales	200,29	200,29	26,37	31,40	26,31	83,79%	-0,24%
Restes à Recouvrer (RAR)	880,33	880,33	0,00	230,01	986,81	429,03%	
TOTAL RECETTES FISCALES HORS BAS	48 707,23	50 918,44	7 010,91	10 797,64	11 289,50	104,56%	61,03%
Recettes fiscales Budget d'Affectation Spéciale	2 211,21	2 211,21	319,48	532,00	414,68	77,95%	29,80%
TOTAL RECETTES FISCALES yc BAS	50 918,44	53 129,65	7 330,39	11 329,64	11 704,18	103,31%	59,67%

Source : DGI, DGD et DGT-CP

II.2.2- Dons

Au premier trimestre 2026, un montant de 166,02 Mds GNF de dons a été exécuté sur une prévision de la période de 541,86 Mds GNF, soit 30,64% et 7,66% de la LFI 2026 de 2 167,42 Mds GNF. Cette exécution concerne uniquement les dons projets et programmes

Comparée à l'exécution un an plutôt, on constate une contreperformance des dons de 13,15% imputable au faible niveau de réalisation des dons projets et programmes de 166,02 Mds GNF contre 191,17 Mds GNF en glissement annuel.

La réalisation de la période concerne la contribution du groupe Banque Africaine de développement (BAD-FAD) pour 111,31 Mds GNF, l'Agence Internationale de Développement (IDA) pour 45,54 Mds GNF, le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) pour 8,90 Mds GNF et la Banque Islamique de Développement (BID) pour 0,27 Md GNF.

Tableau 3: Mobilisation des Dons au 31 mars 2026 (en Mds GNF)

Libellé	LFI 2025 (a)	LFR 2025 (b)	LF 2026 (c)	Réal Mars 2025 (d)	Situation à fin Mars 2026			Accroissement 2025_2026 h=f/d-1
					Prév (e)	Réal (f)	Taux (g=f/e)	
Dons Projets et Programmes	1 397,85	1 952,40	1 952,40	191,17	488,10	166,02	34,01%	86,85%
Dons Appuis Budgétaires	38,00	215,02	2 15,02	0,00	53,76	-	0,00%	
TOTAL GENERAL	1 435,85	2 167,42	2 167,42	191,17	541,86	166,02	30,64%	86,85%

Source : DGB, DNIP-SIG

II.2.3- Autres recettes

Au total, la mobilisation des autres recettes à fin mars 2026 se chiffre à 419,50 Mds GNF sur une prévision de la période 642,98 Mds GNF, soit 65,24% et 15,13% des objectifs de la Loi de Finances Initiale de 2 772,23 Mds GNF. Par rapport aux réalisations de 2025, ce poste de recettes est en hausse de 115.05 Mds GNF (+37,79%). Cette performance est observée sur :

- Revenu de la propriété pour 199,03 Mds GNF contre 142,34 Mds GNF en 2025 (+39,82%);
- les ventes de biens et services pour 114,22 Mds GNF contre 104,02 Mds GNF en 2025 (+9.81%);
- amendes, pénalités et confiscations pour 88,51 Mds GNF contre 6,71 Mds GNF en 2025, soit environ 13 fois les réalisations de l'année dernière.

Ces performances sont atténuées par une contreperformance enregistrée au niveau des recettes diverses pour 17,74 Mds GNF (-65,48%).

Situation des dividendes

Les encaissements de dividendes à fin mars 2026 se chiffrent à 199,03 Mds GNF et se présentent par société comme suit :

Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG).....72,24 Mds GNF
 SOGUIPAMI.....90 Mds GNF
 Société des Mines de Mandiana (SMM).....31,01 Mds GNF
 Autres dividendes perçus..... 5,68 Mds GNF.

Le tableau ci-dessous présente les « autres recettes par catégorie ».

Tableau 4:Tableau 4: Mobilisation des autres recettes à fin mars 2026 (montant en Mds GNF)

Libellé	LFR 2025 (a)	LF 2026 (b)	Réal Mars 2025 (c)	Situation à fin Mars 2026			Accroissement 2025_2026 g=e/c-1
				Prév (d)	Réal (e)	Taux (f=e/d)	
31. Revenu de la propriété	1 028,61	1 318,23	142,34	307,00	199,03	64,83%	39,82%
312. Dividendes	1 028,61	1 318,23	142,34	307,00	199,03	64,83%	39,82%
32. Vente de biens et services	596,09	856,65	104,02	205,75	114,22	55,52%	9,81%
321. Ventes des établissements marchands	123,98	213,16	2,63	52,99	6,27	11,83%	138,44%
322. Droits et frais administratifs	472,11	643,48	101,39	152,76	107,95	70,67%	6,47%
33. Amendes, pénalités et confiscations	245,15	215,22	6,71	72,22	88,51	122,55%	1219,11%
331. Amendes, pénalités et confiscations	245,15	215,22	6,71	72,22	88,51	122,55%	1219,11%
34. Autres transfert reçus	192,43	160,14	-	0,00	0,00		
35. Recettes diverses	173,91	222,00	51,38	58,00	17,74	30,58%	-65,48%
351. recettes diverses	173,91	222,00	51,38	58,00	17,74	30,58%	-65,48%
TOTAL GENERAL	2 236,20	2 772,23	304,45	642,98	419,50	65,24%	37,79%

Source : DGT-CP

II.3- Analyse des recettes minières

À fin mars 2026, le recouvrement des recettes minières se chiffre à 2 355,80 Mds GNF sur une prévision en LFI 2026 de 7 498,73 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 31,42%. Cette réalisation se présente comme suit :

- Sociétés évoluant dans l'exploitation de la bauxite (au nombre de 21) pour 1 989,34 Mds GNF, soit 84,44% du total des recettes minières ;
- Sociétés évoluant dans l'exploitation de l'or (au nombre de 10) pour 360,65 Mds GNF, soit 15,31% du total.
- Particuliers produisant de l'or pour 5,80 Mds GNF, soit, 0,25% du total des recettes minières encaissées.

En glissement annuel, on constate une hausse de 70,22% des recettes minières, correspondant à 971,84 Mds GNF. Cette hausse est imputable à la performance enregistrée sur les recettes de l'or pour 174,05 Mds GNF et celle sur les recettes issues de l'exploitation de la bauxite pour 797,79 Mds GNF.

La ventilation de ces recettes par type de minerai (or, bauxite, et particuliers) et par société se présente dans le tableau ci-dessous :

Tableau 5: Réalisation des recettes minières par minerai et par société à fin mars 2026 (en Mds GNF)

N°	Désignation	T1 2025		SORTIE 2025		T1 2026	
		Prev.	Réal.	Prév	Réal	Prév	Réal
	Sociétés de minerais d'or	231,68	192,41	926,73	1117,32	1194,68	366,46
1	SAG	76,51	48,92	306,03	510,34	437,86	139,49
2	SMD	39,02	43,84	156,07	164,97	172,30	35,56
3	GBG	10,94	11,56	43,77	41,34	48,32	12,03
4	GG EXPLORATION	18,25	15,31	72,98	68,69	80,57	24,46
5	SM MANDIANA	32,88	32,99	131,52	129,51	145,20	32,51
6	NEW JAPAN MINING COMPANY	5,43	4,28	21,72	28,58	23,98	11,85
7	KOUROUSSA GOLD M	31,04	27,89	124,17	123,01	137,08	29,59
8	MARKET BIS GO SARLp	0,00	-	0	0,10	0,00	
9	S WELLY MINING	4,72	3,97	18,86	16,38	20,82	3,53
10	SYCAMORE					90,92	71,64
	Total Société	218,779798	188,76	875,12	1 082,93	1 157,06	360,65
11	Particuliers	12,90	3,65	51,61	34,39	37,62	5,80
	Sociétés de minerais de bauxite	743,45	1191,54	2973,81	5300,93	6304,06	989,34
12	SMB	317,61	467,00	1 270,43	2 368,90	1 363,38	737,13
13	BEL AIR MANING	1,45	11,57	5,79	36,78	25,80	20,90
14	AGBA (SD MINING)	148,27	286,01	593,06	750,19	684,75	139,17
15	AG2BA (KANTE)	-	70,71	0,00	70,71	0,00	-
16	AG2BA GIC	38,94	-	155,76	139,01	183,02	40,80
17	ASHAPOURA	21,14	37,00	84,55	246,85	99,34	102,30
18	DYNAMIQUE MINING	5,90	5,89	23,60	58,58	27,73	25,83
19	ZHICHENG MINING	5,18	6,07	20,72	86,18	74,35	65,41
20	XINYUAN MINING	1,70	-	6,80	10,18	10,98	6,07
21	S ELITE MINING GUINEA (EMG)	3,19	-	12,77	10,64	15,00	5,99
22	ALLIANCE MINING CORPORATION	-	-	0,00	163,39	383,06	100,56
23	KAMBIA BAUXITE MINING	-	-	0,00	51,44	349,06	71,51
24	GUINEA EVERGREEN MINING (GEMI)	-	-	0	7,09	280,47	31,32
25	ROUGE MINING					90,25	25,00
26	NIMBA MINING					0,00	31,86
27	COBAD	22,65	21,68	90,60	66,03	106,46	22,64
28	CDM CHINE	51,90	92,02	207,58	343,69	243,91	139,23
29	CHALCOGUINEE	89,83	164,42	359,31	759,58	422,19	344,11

N°	Désignation	T1 2025		SORTIE 2025		T1 2026	
		Prev.	Réal.	Prév	Réal	Prév	Réal
30	SPIC INTER INVEST	18,11	29,17	72,44	127,65	95,11	44,96
31	MINING SIMANDOU	17,60	-	70,40	4,04	1 824,95	32,51
32	SIMFER					24,23	2,02
	TOTAL GENERAL	975,1364	1 383,95	3 900,55	6 418,25	7 498,73	2 355,80

Source : DGD, DGB

II.4- Analyse de la réalisation des recettes par régie

Sur un objectif à fin mars 2026 de 11 974,12 Mds GNF, de recettes attendues des régies financières, il a été mobilisé 12 123,69 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 101,25%.

Comparées aux projections de la LFI 2026 de 53 690,67 Mds GNF, cette réalisation représente 22,58%.

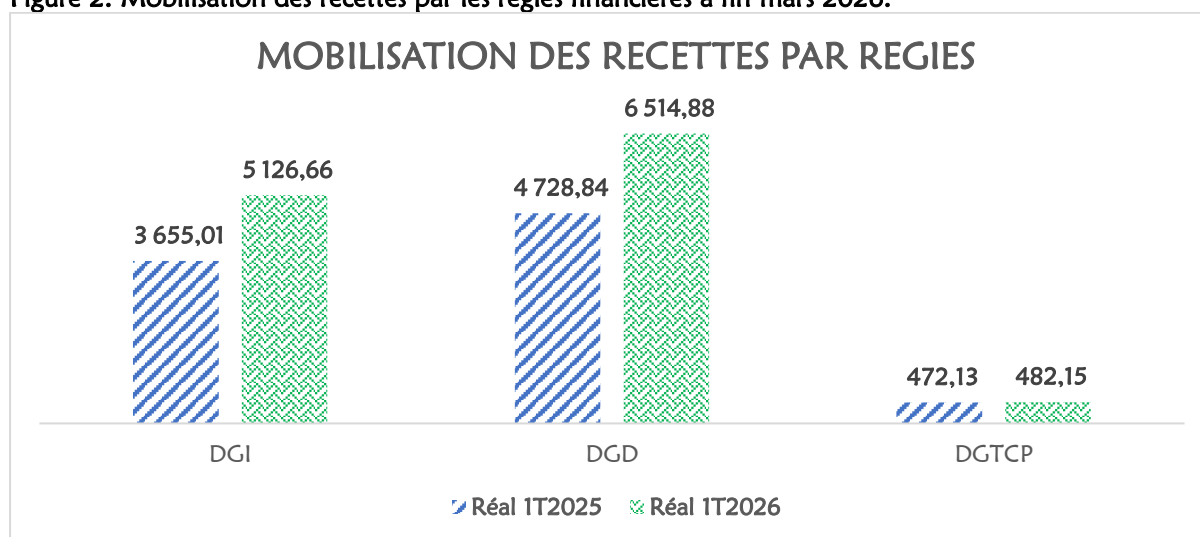
Ce montant de recettes mobilisées se décline par régie financière comme suit :

- **Direction Générale des Impôts (DGI)** : 5 126,66 Mds GNF de recettes fiscales mobilisées sur un objectif en LFI 2026 de 24 834,50 Mds GNF, soit 20,64% de réalisation ;
- **Direction Générale des Douanes (DGD)** : 6 514,88 Mds GNF de recettes douanières mobilisées sur un objectif annuel de 25 490,67 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 25,56% ;
- **Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGT-CP)** : 482,15 Mds GNF de recettes mobilisées sur une prévision annuelle de 3 365,50 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 14,33%. Ce faible niveau atteint s'explique essentiellement par les contreperformances enregistrées sur la réalisation des recettes relatives aux bâtiments à usage d'habitation et de bureau, le faible niveau de réalisation des redevances domaniales, des autres droits et frais administratifs et des recettes sur les ristournes de jeux.

Ainsi, en glissement annuel, on note une hausse de +36,90% du niveau de mobilisation des recettes provenant des régies, correspondant à 3 267,70 Mds GNF. Cette hausse s'explique par les résultats des réformes mises en œuvre dans ces régies, qui permettent d'enregistrer des plus-values de 1 786,04 Mds GNF, 1 471,65 Mds GNF et 10 ,02 Mds GNF respectivement au niveau de la DGD, DGI et la DGTCP.

Le graphique ci-dessous présente la dynamique de mobilisation des recettes par régie de recettes entre 2025 et 2026.

Figure 2: Mobilisation des recettes par les régies financières à fin mars 2026.



Source : DGI, DGD et DGT-CP

II.4.1- Direction Générale des Impôts (DGI)

Les recettes mobilisées par la DGI à fin mars 2026 se chiffrent à 5 126,66 Mds GNF sur un objectif de la période de 4 985,86 soit 102,82% des objectifs de la période. Comparée aux objectifs de la FI 2026 de 24 834,50 Mds GNF, ces réalisations représentent 20,64%.

Ce niveau de mobilisation des recettes provient essentiellement des Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital pour 2 359,64 Mds GNF (46,03%) et des impôts sur les biens et services pour 2 118,50 Mds GNF (41,32%).

Au titre des « autres comptes à recevoir » et des recettes de trésorerie, une réalisation de 162,64 Mds GNF a été enregistrée, soit 3,17% du total des recettes mobilisées par la DGI.

Quant aux ressources affectées aux fonds de développement local (BAS/FNDL/FIM), elles sont mobilisées à hauteur de 142,10 Mds GNF.

En outre, il importe de noter que les recettes mobilisées par la DGI à fin mars 2026 se répartissent en impôts directs pour 2 839,62 Mds GNF (55,39%) et en impôts indirects pour 2 287,84 Mds GNF (44,61%).

Les impôts directs concernent :

- les impôts sur les bénéfices des sociétés et autres entreprises pour 760,24 Mds GNF (26,77%) ;
- les impôts sur les revenus des personnes physiques pour 772,41 Mds GNF (27,20%) ;
- taxes sur l'extraction des substances minières autres que les métaux précieux 969,10 Mds GNF (34,13%);
- timbres fiscaux et autres droits d'enregistrement 27,18 Mds GNF (0,96%);
- impôts sur les salaires et la main d'œuvre pour 227,85 Mds GNF (8,02%) ;

- les impôts sur la propriété immobilière pour 16,13 Mds GNF (0,57%);
- amendes et pénalités 66,71 Mds GNF (2,35%).

Quant aux impôts indirects, l'exécution concerne :

- la TVA intérieure pour 1 516,33 Mds GNF (66,30%);
- la Taxe d'Accès au Réseau des Télécommunications (TARTEL) et la Taxe sur la Consommation Téléphonique (TCT) pour 441,56 Mds GNF (19,31%) ;
- droits d'enregistrement et autres droits de douanes 3,09 Mds GNF (0,14%);
- taxes sur les véhicules à moteur 8,34 Mds GNF (0,36%);
- taxes sur les contrats d'assurance et les activités financières 101,53 Mds GNF (4,44%);
- les Autres comptes à recevoir pour 162,64 Mds GNF (7,11%);
- taxes sur l'extraction minière des substances minières autres que les métaux précieux (minerai de fer) 17,80 Mds GNF (0,78%)
- autres (surtaxes fiscales et jeux de hasards, taxe sur finex DGI) pour 35,74 Mds GNF (1,56%).

Le tableau ci-dessous présente le détail des recettes mobilisées par la Direction Générale des Impôts à fin décembre 2026.

Tableau 6: Situation des recettes collectées par la DGI à fin mars 2026 (Mds GNF)

Libellé	LFR 2025 (a)	LF 2026 (b)	Réal Mars 2025 (c)	Situation à fin Mars 2026			Accroissement 2025_2026 g=e/c-1
				Prév (d)	Réal (e)	Taux (f=e/a)	
11. Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital	9 913,06	13 689,20	1 725,07	2 015,59	2 359,64	117,07%	36,79%
111. Impôts sur les revenus des personnes physiques	2 776,66	3 633,48	669,19	908,64	772,41	85,01%	15,42%
112. Impôts sur les bénéfices des sociétés et autres entreprises	4 910,33	7 044,34	470,95	546,75	760,24	139,05%	61,43%
113 Impôts non ventilables (Taxe extraction substances Minières métaux Précieux TME)	2 226,07	3 011,38	584,93	560,20	826,99	147,63%	41,38%
12. Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	778,89	927,94	227,13	247,22	227,85	91,56%	-0,34%
121. Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	778,89	927,94	227,13	247,22	226,35	91,56%	-0,34%
13. Impôts sur le patrimoine	110,98	118,63	10,78	11,02	24,41	221,44%	126,45%
131. Impôts sur la propriété immobilière	110,98	118,63	10,78	11,02	16,13	146,28%	49,59%
132. Impôts sur les mutations d'immeubles, de meubles, de jouissance, d'autres documents et actes	0,00	0,00	-	0,00	8,29	-	-
14. Impôts sur les biens et services	7 789,49	8 880,21	1 462,74	2 400,44	2 118,50	88,25%	44,83%
141. Impôts généraux sur les biens et services	5 628,40	6 461,62	929,87	1 688,41	1 526,16	90,39%	64,13%
142. Les accises	89,35	96,34	21,65	23,69	25,70	108,50%	18,71%
143. Impôts sur les services déterminés	414,90	375,34	87,82	93,05	101,53	109,12%	15,62%
144. Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	1 656,86	1 946,92	423,40	595,30	465,10	78,13%	9,85%
16. Autres recettes fiscales	158,12	200,29	26,37	31,40	26,31	83,79%	-0,24%
161. Autres recettes fiscales à la charge exclusive des entreprises	158,12	200,29	26,37	31,40	26,31	83,79%	-0,24%
Amendes et pénalités - DGI	209,50	163,24	-	62,86	66,71	106,12%	-
TOTAL DGI hors BAS/FNDL/ANAFIC (1)	18 960,04	23 979,51	3 452,09	4 768,53	4 821,92	101,12%	39,68%
Autres Comptes à Recevoir (Ex. clos)	321,38	350,32	38,17	104,86	162,64	155,10%	326,09%
TOTAL YC Autres comptes à recevoir (Ex. clos) (3)	19 281,42	24 329,83	3 490,26	4 873,39	4 984,55	102,28%	42,81%
BAS/FNDL/FIM(TME) (2)	428,06	504,67	164,75	112,47	142,10	126,35%	-13,75%
TOTAL DGI yc BAS/FNDL/FIM (2+3)	19 709,47	24 834,50	3 655,01	4 985,86	5 126,66	102,82%	40,26%

Source : DGI

II.4.2- Direction Générale des Douanes (DGD)

Au total, les recettes mobilisées par la Direction Générale des Douanes s'élèvent à 6 514,88 Mds GNF en 2026 sur une prévision de la période de 6 190,60 Mds GNF soit 105,24% de réalisation et 25,56% des objectifs de la LFI 2026 de 25 490,67 Mds GNF.,

Ces recettes mobilisées par la DGD se déclinent par catégorie comme suit :

- impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 3 026,26 Mds GNF (46,45%) ;
- impôts sur les biens et services pour 2 288,06 Mds GNF (35,12%) dont 272,58 Mds GNF de ressources affectées aux BAS (FNDL/FODECCON) ;
- revenus sur les produits pétroliers affectés au fonds d'entretien routier pour 376,40 Mds GNF (5,78%) et;
- autres comptes à recevoir (exercice clos) pour 824,17 Mds GNF (12,65%).

Par rapport à l'année précédente, les recettes mobilisées par la Direction Générale des Douanes augmentent de +37,77%, correspondant à 1 786,04 Mds GNF.

Il importe de noter que les droits de douanes et autres droits à l'importation représentent 63,09% des impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales s'élevant à 1 909,13 Mds GNF. Quant aux taxes à l'exportation, elles représentent 36,91% de cette catégorie d'impôt.

En outre, sur les 6 514,88 Mds GNF de recettes mobilisées à fin mars 2026 par l'administration des douanes, 6 383,57 Mds GNF de recettes budgétaires sont mobilisés en faveur du budget de l'État par la DGD, 131,31 Mds GNF de recettes de trésoreries pour le compte d'autres administrations notamment la DGI, la chambre du Commerce, Industrie et Artisanat de Guinée, la Chambre d'Agriculture de Guinée et les recettes en faveur de l'intégration économique (CEDEAO).

Les recettes globales mobilisées par produit se répartissent comme suit :

- produits pétroliers (y compris RER) : 1 998,93 Mds GNF, soit une contribution de 30,68% ;
- produits miniers : 1 392,69 Mds GNF encaissés, soit 21,38% du total des recettes douanières et;
- autres produits (y compris CTSS) : 3 123,26 Mds GNF, soit une contribution de 47,94%.

Il importe de noter qu'aucune subvention sur le carburant n'a été constatée au premier trimestre 2026

Le tableau ci-dessous présente la réalisation des recettes douanières à fin mars 2026

Tableau 7: Recettes collectées par la DGD à fin mars 2026 (montant en Mds GNF)

Libellé	LFR 2025 (a)	LF 2026 (b)	Réal Mars 2025 (c)	Situation à fin Mars 2026			Accroissement 2025 2026 g=e/c-1
				Prév (d)	Réal (e)	Taux (f=e/a)	
14. Impôts sur les biens et services	6 429,08	8 079,29	1 254,01	1 930,19	2 015,48	31,35%	60,72%
141. Impôts généraux sur les biens et services	5 678,58	7 235,23	1 101,31	1 706,56	1 736,21	30,57%	57,65%
14110. Taxes sur la valeur ajoutée (TVA)	5 678,58	7 235,23	1 101,31	1 706,56	1 736,21	30,57%	57,65%
1411002. TVA à l'importation	5 562,18	7 194,47	1 100,45	1 698,90	1 724,63	31,01%	56,72%
1411003. TVA sur Finex	116,40	40,76	0,86	7,66	11,59	9,95%	1247,30%
142. Les accises	750,49	844,06	152,70	223,63	279,26	37,21%	82,88%
14210. Droits d'accises	226,72	294,78	40,59	58,03	74,81	33,00%	84,31%
14211. Taxe spécifique sur les produits pétroliers	523,77	549,28	112,11	165,60	204,45	39,03%	82,37%
15. Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	9 666,80	13 994,20	2 040,91	3 442,71	3 026,26	31,31%	48,28%
151. Droits de douanes et autres droits à l'importation	6 735,74	8 103,76	1 319,38	2 010,32	1 909,13	28,34%	44,70%
15110. Droit fiscal à l'importation	5 133,94	6 352,56	1 002,26	1 636,77	1 517,78	29,56%	51,44%
15111. Droit de magasinage	0,53	0,58	0,14	0,15	0,02	2,84%	-89,29%
15112. Taxe d'entreposage	179,45	173,95	30,29	36,62	40,35	22,49%	33,22%
15113. redevances de liquidation	1 165,54	1 290,04	232,56	269,24	296,62	25,45%	27,54%
15114. Produit de ventes aux enchères	10,51	11,60	3,22	4,14	0,37	3,49%	-88,61%
15115. Taxe enregistrement douane	150,92	161,10	33,20	37,57	22,34	14,80%	-32,70%
15116. Taxes conjoncturelles de protection	54,76	60,45	11,56	13,89	9,46	17,28%	-18,14%
15118. Amendes et confiscations douanières	29,70	42,00	4,33	8,74	21,18	71,31%	389,09%
15119. Redevances de prestation administratives	10,39	11,47	1,82	3,20	1,01	9,72%	-44,53%
152. Taxes à l'exportation	2 931,07	5 890,45	721,53	1 432,38	1 117,12	38,11%	54,83%
15210. Taxes à l'exportation sur les substances autres minières	1 840,43	4 569,82	697,03	1 192,37	732,48	39,80%	5,09%
15211. Taxe à l'exportation sur les métaux précieux	925,12	1 184,75	-	199,31	360,65	38,98%	#DIV/0!
15212. Taxe à l'exportation sur la production artisanale de l'Or et autres pierres précieuses	51,61	37,62		5,78	5,80	11,25%	#DIV/0!
15213. Droit fiscal à la sortie	113,90	98,25	24,50	34,93	18,19	15,97%	-25,77%
TOTAL RECETTES DGD (1) HORS FODECON	16 095,88	22 073,49	3 294,92	5 372,89	5 041,73	31,32%	53,02%
Autres comptes à recevoir (ex. clos)	1 850,55	530,01	1 079,79	125,15	824,17	44,54%	-23,67%
Redevance d'Entretien Routier (RER)	978,83	1 180,63	252,13	273,03	376,40	38,45%	49,29%
TOTAL DGD YC RER ET AUTRE COMPTE (3)	18 925,25	23 784,13	4 626,84	5 771,08	6 242,30	32,98%	34,91%
BAS/FNDL/FODECCON	1 133,38	1 706,54	102,00	419,53	272,58	24,05%	167,23%
TOTAL DGD YC RER ET AUTRE COMPTE (3)	20 058,63	25 490,67	4 728,84	6 190,60	6 514,88	32,48%	37,77%

Source : DGD

II.4.3- Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGT-CP)

Les recettes mobilisées par la DGT-CP à fin mars 2026 se chiffrent à 482,15 Mds GNF sur une prévision de la période de 797,66 Mds GNF, soit 60,45% de réalisation. Comparées aux prévisions de la LFI 2026 de 3 365,50 Mds GNF, le taux de réalisation est de 14,33%.

En glissement annuel, on note une hausse du niveau de mobilisation de +2,12%, correspondant à +10,02 Mds GNF.

Les recettes mobilisées par la DGT-CP à mars 2026 se décomposent comme suit :

- les taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités150,53 Mds GNF;
- les revenus de la propriété.....199,03 Mds GNF;
- la vente de biens et services.....114,22 Mds GNF;
- les recettes diverses..... 17,74 Mds GNF;
- les amendes, pénalités et confiscations.....0,63 Md GNF.

Ces encaissements se répartissent en recettes fiscales pour 150,53 Mds GNF (31,22%) et en « autres recettes » pour 331,62 Mds GNF (68,78%).

En outre, il importe de noter que 41,28% des recettes de la DGT-CP sont constituées de dividendes et 7,11% de recettes minières.

Le tableau ci-dessous présente le détail des recettes mobilisées par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique en 2026.

Tableau 8: Situation de mobilisation des recettes par la DGT-CP à fin mars 2026 (montant en Mds GNF)

Libellé	LFR 2025 (a)	LF 2026 (b)	Réal Mars 2025 (c)	Situation à fin Mars 2026			Accroiss 2025_2026 g=e/c-1
				Prév (d)	Réal (e)	Taux (f=e/a)	
144. Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	491,75	798,51	159,49	226,28	150,53	30,61%	25,71%
14414 Ticket d'entrée	2,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%	
14417. Redevances sociétés de pêche	120,96	115,53	30,42	37,12	39,13	32,35%	28,62%
14418. Redevance comptoirs acheteurs collecteurs. (Diamant)	4,72	6,05	1,15	1,54	1,16	24,51%	0,34%
144180. Redevance sur l'utilisation des eaux souterraines et superficielles	0,64	0,71	0,00	0,00	0,00	0,00%	
14419. Redevances exploitation minières	49,13	78,24	29,41	42,69	33,14	67,46%	12,68%
144190. Permis d'importation et d'exportation de marchandises (DDI-DDE)	204,93	301,82	48,55	72,40	77,09	37,62%	58,14%
14429 Frais d'autorisation de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
144182. Redevance superficielle	0,00	0,00	1,17	0,00	0,00		
144183. Redevance de chasse et faunes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
14422. Redevances téléphone mobile GSM	108,84	290,16	48,75	72,54	0,00	0,00%	-100,00%
14424. Frais de délivrance des agréments du tourisme et de l'hôtellerie	0,00	0,00	0,03	0,00	0,00		
14425. Frais de délivrance des agréments autres activités non classées							
Redevances des sociétés de sécurité privée		6,00		0,00	0,01		
3. Autres recettes	1 997,00	2 566,99	367,79	571,38	331,62	16,61%	-5,89%
31. Revenu de la propriété	1 028,61	1 318,23	194,31	307,00	199,03	19,35%	2,43%
312. Dividendes	1 028,61	1 318,23	194,31	307,00	199,03	19,35%	2,43%
32. Vente de biens et services	596,09	856,65	121,84	205,75	114,22	19,16%	476,60%
321. Ventes des établissements marchands	123,98	213,16	26,27	52,99	6,27	5,06%	-68,34%
32110. Locations d'actifs produits	0,18	84,42	0,03	21,11	0,00	0,00%	
32111. Locations d'actifs non produits	123,80	128,74	52,47	31,89	6,27	5,07%	
32111. Redevances domaniales	123,80	128,74	52,47	31,89	6,27	5,07%	-68,34%
322. Droits et frais administratifs	472,11	643,48	95,57	152,76	107,95	22,87%	5,81%
32211. Frais judiciaires	1,45	1,28	0,42	0,32	0,14	9,87%	-65,98%
32212. Recettes Consulaires	0,53	0,59	12,29	0,15	0,09	16,71%	-40,44%
3222.2 ventes de passeports	155,00	171,12	23,63	26,86	28,38	18,31%	-20,67%
32214. Visa d'entrée sur le sol guinéen	46,11	75,73	0,81	19,80	14,21	30,82%	91,77%

Libellé	LFR 2025 (a)	LF 2026 (b)	Réal Mars 2025 (c)	Situation à fin Mars 2026			Accroiss
				Prév (d)	Réal (e)	Taux (f=e/a)	2025_2026 g=e/c-1
32214. Cartes de séjours étrangers résidents	3,56	15,83	0,81	4,18	1,45	40,75%	74,75%
32216. Droits et Frais de cartes nationales d'identité	2,30	0,00	2,30	0,00	0,02	0,76%	-99,24%
32217. Vente de documents administratifs (valeur et titres)	5,23	6,14	1,37	1,62	1,39	26,60%	-82,16%
32219. Droits topographiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
32223. Permis de conduire	27,46	32,76	6,79	8,72	12,04	43,86%	77,37%
32220. Droits et Frais d'immatriculation véhicules et engins	83,75	101,39	22,07	24,68	17,67	21,10%	-19,93%
32221. Autres droits et frais administratifs	15,00	10,56	0,18	2,64	0,08	0,56%	-53,68%
32222. Extrait de naissance biométrique	2,58	0,00	2,58	0,00	0,00	0,13%	-99,87%
32223. Permis de travail aux étrangers	105,55	136,53	15,72	40,90	29,09	27,56%	85,06%
32224. Droits d'analyse et de contrôle du laboratoire national							
32225. Frais titre foncier	23,57	31,55	10,95	7,89	3,38	14,32%	
32226. Primo-arrivants		60,00		15,00	0,00		
33. Amendes, pénalités et confiscations	5,95	9,98	0,78	0,62	0,63	10,58%	-18,90%
331. Amendes, Pénalités et Confiscations	5,95	9,98	0,78	0,62	0,63	10,58%	-18,90%
33110. Amendes judiciaires	0,07	0,07	0,00	0,02	0,00	0,00%	-100,00%
33111. Amendes Polices routières	0,98	1,08	0,30	0,27	0,19	19,19%	-38,28%
33112. Amendes Gendarmerie routière	1,21	1,33	0,32	0,33	0,44	36,57%	39,30%
33113. Amendes de pêches	3,70	7,50	0,15	0,00	0,00	0,00%	-100,00%
349. Autres transferts reçus	192,43	160,14	0,00	0,00	0,00	0,00%	
35. Recettes diverses	173,91	222,00	50,86	58,00	17,74	10,20%	-49,99%
351. Recettes diverses	173,91	222,00	50,86	58,00	17,74	10,20%	-49,99%
35112. Ristournes sur les recettes des jeux	154,89	201,00	32,58	52,75	14,11	9,11%	-17,85%
35113. Recettes en atténuation des dépenses	19,02	20,99	18,29	5,25	0,00	0,00%	-100,00%
35114. Recettes Exceptionnelles							
Consignations	0,00	0,00	0,00	0,00	3,63		
TOTAL DGTCP	2 488,75	3 365,50	527,28	797,66	482,15	19,37%	36,82%
Cession d'actif, consignation et fonds de concours							
TOTAL DGTCP yc Cession d'actif	2 488,75	3 365,50	527,28	797,66	482,15	60,45%	2,12%

Source : DGT-CP

II.5- Risques et perspectives sur les recettes

En matière de risques, l'exécution budgétaire à fin mars 2026 a été impactée négativement par les catégories de risques suivants :

Risques opérationnels, dû à l'existence de plusieurs systèmes d'information non intégrés

Risques budgétaires et financiers, sont liés aux risques à la faible mobilisation des ressources de financement, à la constitution d'un niveau important de restes à payer (arriérés de paiement), à l'évaluation et le suivi des restes à recouvrer, au niveau et l'évolution des exonérations fiscales, aux défis de gestion dynamique de la trésorerie (tension de trésorerie), au risque de taux de change et au ralentissement des activités minières.

En perspectives, la mise en place des mesures d'encadrement de ces risques, pourrait garantir l'atteinte des objectifs de politique budgétaires.

Enfin, les études engagées par les sociétés minières pour la construction de raffinerie et les différentes études d'impacts social et environnemental permettront certainement de mieux capitaliser sur la fiscalité.

III- SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

L'analyse de l'exécution des dépenses budgétaires de la période porte sur les points suivants :

- la situation globale de l'exécution des dépenses ;
- la situation des mouvements de crédits ;
- l'analyse des dépenses par grande nature économique ;
- la situation des restes à payer ;
- la situation de l'exécution des crédits des services déconcentrés.
- L'exécution des dépenses sociales

III.1- Situation globale de l'exécution des dépenses

L'exécution des dépenses budgétaires au titre du premier trimestre 2026 a été marquée par la reconduction provisoire des crédits budgétaires correspondant aux titres I, II, III et IV, couvrant la période précédant l'adoption de la loi de finance initiale fixée au 31 mars 2026 et limitant significativement la capacité d'engagement des dépenses du budget de l'État sur la période.

Cette autorisation a permis d'arrêter le montant global des dépenses pouvant être exécutées au cours de la période à 8 516,31 Mds GNF et un objectif du plan d'engagement de la période fixé à 7 209,47 Mds GNF.

Les paiements effectués se chiffrent à 4 308,51 Mds GNF soit 50,59% de l'enveloppe des 12ème provisoires de 8 516,31 Mds GNF et 59,76% du plan d'engagement (7 209,47 Mds GNF). Ces paiements représentent 91,55% des ordonnancements de 4 706,17 Mds GNF et 87,41% des engagements correspondant à 4 928,85 Mds GNF.

Comparés aux prévisions des dépenses de la loi de finances 2026 de 64 181,36 Mds GNF, ces paiements représentent 6,71%.

Les dépenses payées sur financement extérieur représentent 7,53% des inscriptions de la LFI 2026 de 10 859,14 Mds GNF (817,74 Mds GNF).

Au cours de cette période, le niveau de paiement atteint est dû à la non-exécution des dépenses d'investissements sur ressources propres, la priorisation des dépenses obligatoires et la maîtrise du rythme d'exécution des dépenses, alignées sur le plan de trésorerie.

Les crédits votés au titre de l'exercice budgétaire 2026 se chiffrent à 64 181,36 Mds GNF dont 53 322,23 Mds GNF de ressources propres, soit 83,08% des dépenses totales et 10 859,14 Mds GNF de financements extérieurs (16,92%).

Les crédits votés se présentent comme suit par titre :

- Charge financière de la dette.....4 764,85 Mds GNF
- Dépenses de personnels.....12 501,90 Mds GNF
- Dépenses des biens et services.....8 998,43 Mds GNF
- Dépenses de transfert.....11 698,12 Mds GNF
- Dépenses D'investissement.....26 218,07 Mds GNF

Les paiements représentent 9,20% des dépenses courantes inscrites en loi de finances 2026 de 37 963,30 Mds GNF.

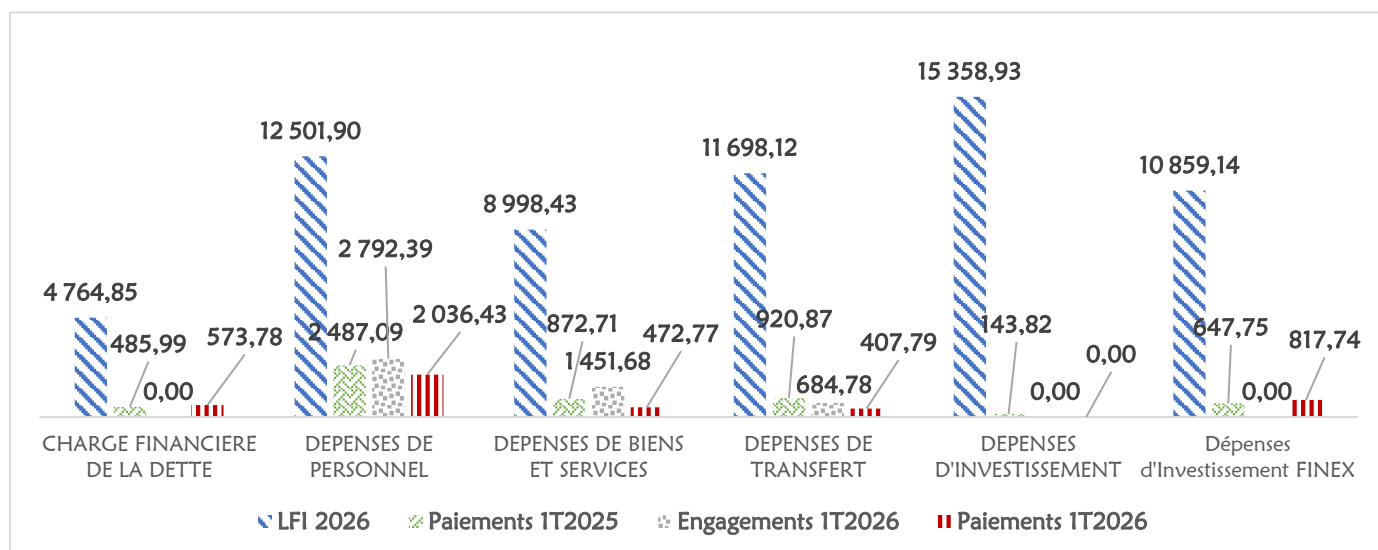
Tableau 9: Exécution globale par grande nature économique yc BAS en à fin mars 2026

LIBELLE_SECTION	LFI 2026	CREDIT ACTUEL 12ème PROVISOIR	PLAN D'ENGAGEMENT	ENGAGEMENT	MT_ORD	PRISE EN CHARGE COMPTABL	PAIEMENT		Taux 12ème	Taux PE
			T1 2026	T1 2026	T1 2026	T1 2026	T1 2025	T1 2026		
CHARGE FINANCIERE DE LA DETTE	4 764,85	582,75	1 066,29	0,00	0,00	0,00	485,99	573,78	98,46%	53,81%
DEPENSES DE PERSONNEL	12 501,90	2 908,86	2 890,14	2 792,39	2 786,94	1 834,01	2 487,09	2 036,43	70,01%	70,46%
DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	8 998,43	2 396,83	1 206,37	1 451,68	1 415,89	1 351,00	872,71	472,77	19,72%	39,19%
DEPENSES DE TRANSFERT	11 698,12	2 627,87	2 046,67	684,78	503,34	480,87	920,87	407,79	15,52%	19,92%
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	15 358,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	143,82	0,00		
TOTAL HORS FINEX	53 322,23	8 516,31	7 209,47	4 928,85	4 706,17	3 665,89	4 910,48	3 490,76	40,99%	48,42%
FINEX	10 859,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	647,75	817,74	7,53%	
TOTAL YC FINEX	64 181,36	8 516,31	7 209,47	4 928,85	4 706,17	3 665,89	5 558,23	4 308,51	50,59%	59,76%

Source : DGB, DNSI

Le graphique ci-dessous présente l'exécution des dépenses, par grande nature économique.

Tableau 10: Comparaison entre les engagements et paiements des dépenses à fin mars 2026 par titre en Mds GNF



Source : DGB, DNSI

Exécution des dépenses des Budgets d'Affectation Spéciale (BAS)

Au cours de ce premier trimestre 2026, aucune mise à disposition des ressources affectées aux BAS n'a été faite, compte tenu du caractère exceptionnel de la période, marqué par la mise en œuvre du douzième provisoire.

III.2- Situation des modifications de crédits

A fin mars 2026, le solde des mouvements de crédits opérés en ouvertures et en annulations avant le vote de la LFI 2026 se chiffre à 351,38 Mds GNF. Ces modifications sont liées aux crédits accordés aux ministères et institutions à la suite de la restructuration du Gouvernement en janvier 2026.

Ces modifications concernent :

- dépenses de personnel : 128,74 Mds GNF de crédits ouverts ;
- dépenses de biens et services : 150,36 Mds GNF de crédits ouverts ;
- dépenses de transfert : 72,28 Mds GNF de crédits ouverts.

Le tableau ci-dessous récapitule les mouvements de crédits par nature économique et par administration.

Tableau 11: Situation des modifications de crédits à fin mars 2026 (en Mds GNF)

TITRE	LFI 2026	12 ^{ème} Provisoire	OUVERTURE	SOLDE
Charges financières de la dette	3 803,65	582,75	582,75	0,00
Dépenses de personnel	16 859,22	2 908,86	3 037,61	128,74
Dépenses de biens et services	15 397,80	2 396,83	2 547,18	150,36
Dépenses de transfert	13 419,14	2 627,87	2 700,15	72,28
TOTAL GÉNÉRAL	49 479,81	8 516,31	8 867,69	351,38

Source : DGB, DNSI

Tableau 12: Situation des modifications de crédits à fin mars 2026 par Ministère et Institution (en Mds GNF)

SECTION	LIBELLE_LONG_SECTION	CREDIT 2026	LFI 2026	OUVERTURE	ANNULATION
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	818,42	818,42	229,00	1,50
02	PRIMATURE	133,83	133,83	23,88	0,00
03	MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE	5 369,90	5 369,90	1 299,55	0,00
04	MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	2 492,84	2 492,84	823,04	0,53
05	MINISTÈRE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	1 016,14	1 016,14	209,18	0,00
06	MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME	391,37	391,37	82,29	0,00
07	MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES GUINEENS ETABLIS A L'ETRANGER	879,12	879,12	199,32	0,00
08	MINISTÈRE DU PLAN, DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET DU DEVELOPPEMENT	188,26	188,26	25,59	0,00
09	MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET	5 778,34	5 778,26	784,41	0,16
10	MINISTÈRE DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE	295,52	295,52	52,77	12,73
11	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	470,67	470,67	63,51	0,02
12	MINISTÈRE DE LA PECHE ET DE L'ECONOMIE MARITIME	118,96	118,96	24,94	0,00
13	MINISTÈRE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	492,35	492,35	101,34	0,01
14	MINISTÈRES DES INFRASTRUCTURES	80,01	80,01	13,96	0,00
15	MINISTÈRE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	116,34	116,34	25,40	0,02
16	MINISTÈRE DU COMMERCE	39,47	39,46	27,90	21,38
17	MINISTÈRE DU TOURISME ET DE L'HÔTELLERIE	0,00	0,00	3,75	3,75
18	MINISTÈRE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE	1 771,41	1 771,41	302,98	0,00
19	MINISTÈRE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE	354,49	354,49	42,52	0,78
20	MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ALPHABETISATION, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	7 782,52	7 782,52	873,59	4,10
21	MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'EMPLOI	77,79	77,78	75,58	64,04
22	MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE L'INNOVATION	407,25	407,25	35,20	0,00
23	MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	463,30	463,30	36,33	0,00
24	CONSEIL NATIONAL DE LA TRANSITION	205,56	205,56	44,26	0,00
25	COUR SUPREME	54,17	54,17	28,70	0,00
26	HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	25,17	25,17	5,94	0,00
28	SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT	111,75	111,75	32,78	0,02
30	SECRÉTARIAT GENERAL AUX AFFAIRES RELIGIEUSES	97,94	97,94	9,18	0,00
31	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	251,13	251,13	54,11	0,63
32	MINISTÈRE DES TRANSPORTS	109,47	109,47	20,05	0,50
33	GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	25,11	25,11	10,82	0,00
34	MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	1 617,87	1 617,87	312,14	0,36
35	ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	56,37	56,37	13,66	0,00

SECTION	LIBELLE_LONG_SECTION	CREDIT 2026	LFI 2026	OUVERTURE	ANNULATION
36	MINISTÈRE DE L'ENERGIE	3 124,36	3 124,36	705,14	0,00
37	MINISTERE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	19,33	19,33	16,25	13,08
40	MINISTERE DE L'ELEVAGE	154,57	154,57	38,30	0,00
41	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	187,17	187,15	20,81	0,00
43	MINISTERE DE LA CULTURE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	179,72	179,72	30,97	0,91
46	SECRETIARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	16,14	16,14	2,04	0,00
63	MINISTÈRE DES SPORTS	0,00	0,00	35,65	35,65
64	MINISTERE DU BUDGET	94,35	94,34	130,86	118,48
73	COUR DES COMPTES	60,78	60,78	14,38	0,00
79	MINISTERE DE L'ASSAINISSEMENT, DE L'HYDRAULIQUE ET DES HYDROCARBURES	498,54	498,54	21,30	0,00
81	MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE	34,80	31,80	14,07	0,00
99	DEPENSES COMMUNES	13 020,07	13 020,33	1 950,25	72,73
Total général		49 482,67	49 479,81	8 867,69	351,38
Total général 12ème Provisoire		0,00	0,00	8 516,31	0,00

Source : DGB/DNSI

III.3- Analyse des dépenses par nature

III.3.1- Dépenses courantes

Sur une prévision du douzième provisoire de 8 516,31 Mds GNF, les dépenses courantes ont été payées à hauteur de 3 490,76 Mds GNF, soit un taux d'exécution de 40,99%.

Comparée à l'exécution de 2025 de 4 766,66 Mds GNF, on note une baisse de -26,77% des dépenses courantes payées à fin mars 2026, (-1 275,90 Mds GNF). Ce niveau d'exécution se décline comme suit par nature économique :

- **Charges financières de la dette**

Elles ont été payées à hauteur de 573,78 Mds GNF sur un objectif du plan d'engagement de 1 066,29 Mds GNF, soit 53,81% et 98,46% des plafonds des 12ème provisoires fixés à 582,75 Mds GNF. Ces paiements concernent les intérêts sur la dette extérieure de 351,24 Mds GNF et 222,54 Mds GNF de dette intérieure.

Les intérêts sur la dette extérieure se décomposent par bailleur ainsi qu'il suit :

- Organisations internationales..... 229,17 Mds GNF ;
- Bilatéraux hors club de Paris..... 27,51 Mds GNF ;
- Bilatéraux club de Paris..... 89,07 Mds GNF;
- Fonds Arabes 5,49 Mds GNF.

Les intérêts sur la dette intérieure concernent les :

- Intérêts sur emprunts obligataires et Obligations du Trésor. 195,96 Mds GNF ;
- Intérêts sur Bons du trésor26,58 Mds GNF.

- **Dépenses de personnel**

Les dépenses de personnels payées se chiffrent à 2 036,43 Mds GNF, sur un objectif du plan d'engagement de 2 890,14 Mds GNF soit 70,46% des objectifs du plan d'engagement et 70,01% du plafond des 12ème provisoires de 2 908,86 Mds GNF.

Ces paiements concernent la prise en charge des salaires des fonctionnaires en espèce, les salaires en nature et les cotisations sociales.

Il faut préciser que dans le processus de traitements des salaires, le plan d'engagement est indicatif; les salaires sont payés sur la base de demandes des ministères sectoriels et institutions.et, cette demande prend en compte la situation des blocages et des déblocages.

- **Dépenses de biens et services**

Les dépenses de biens et services payées se chiffrent à 472,77 Mds GNF sur un objectif du plan d'engagement de 1 206,37 Mds GNF soit un taux d'exécution de 39,19%. Comparé au plafond des 12ème provisoires de 2 396,83 Mds GNF, les paiements représentent 19,72%.

Ces paiements concernent les frais de fonctionnement des ministères et institutions sur la période.

- **Dépenses de transfert**

Sur un plafond des 12ème provisoires de 2 627,87 Mds GNF, les dépenses de transfert ont été payées à hauteur de 407,79 Mds GNF soit 15,52% et 19,92% des objectifs du plan d'engagement de 2 046,67 Mds GNF.

Ces paiements concernent les pensions civiles et militaires pour 373,29 Mds GNF, les dépenses de sécurisation des frontières pour 10,75 Mds GNF, et les autres dépenses en faveur des institutions constitutionnelles (Cour des comptes et Conseil National de la Transition - CNT) pour 23,75 Mds GNF.

III.3.2- Dépenses d'investissements

Sur un objectif annuel de 26 218,07 Mds GNF (dont 15 378,93 Mds GNF au titre du BND), les dépenses d'investissements ont été payé à hauteur de 817,74 Mds GNF, soit 3,12% des inscriptions de la LFI 2026. Ces paiements concernent les investissements financés sur ressources extérieures dont 651,72 Mds GNF sont payés au titre des prêts projets et programmes et 166,02 Mds de dons projets et programmes.

Les secteurs bénéficiaires des prêts projets et programmes sont en Mds de GNF :

- Développement rural210,68 ;
- Mines, industries, eau, énergies, assainissement et hydraulique...133,10 ;
- Infrastructures..... 66,10 ;
- Social..... 64,21 ;
- Administration/ décentralisation..... 177,64.

Quant aux dons projets et programmes, ils concernent :

- Développement rural16,54 ;
- Mines, industries, eau, énergies, assainissement et hydraulique.....134,96 ;
- Infrastructures..... 10,83 ;
- Social..... 3,21 ;

- Administration/ décentralisation.....0,48

Le tableau ci-dessous présente l'exécution des projets et programmes par Ministère à fin Mars 2026.

Tableau 13: Situation d'exécution des projets et programmes par ministères (en Mds GNF)

section	Libellé section	Prévisions FINEX LFI 2026			EXECUTION FINEX 2026			Taux d'exécution financière
		PRÊTS	DONS	TOTAL	PRETS	DONS	TOTAL	
1	Présidence de la République	144,33	115,60	259,93	58,33	0,00	58,33	22%
3	Ministère de la Défense Nationale	86,70	0,00	86,70	0,00	0,00	0,00	0%
4	Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation	56,13	192,25	248,38	91,60	0,00	91,60	37%
8	Ministère du Plan de la Coopération Internationale et du Développement.	85,70	5,80	91,50	18,57	0,48	19,05	21%
9	Ministère de l'Economie des Finances et du Budget	60,00	0,00	60,00	0,00	0,00	0,00	0%
10	Ministère de la Modernisation, de l'Administration et de la Fonction Publique.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
11	Ministère de l'Agriculture.	656,20	268,60	924,79	140,43	14,05	154,47	17%
12	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	184,00	11,99	195,99	70,25	2,50	72,75	37%
13	Ministère des Mines et de la Géologie	62,92	62,92	125,83	0,00	22,56	22,56	18%
14	Ministère des Infrastructures et des Travaux Publics	1 407,90	151,50	1 559,39	66,05	10,83	76,88	5%
15	Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire charge de la récupération des domaines spoliés de l'Etat	489,80	1,77	491,57	0,05	0,00	0,05	0%
16	Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises	218,58	0,00	218,58	1,68	0,00	1,68	1%
18	Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	1 245,55	384,17	1 629,72	56,35	0,00	56,35	3%
19	Ministère de la Femme, de la Famille et des Solidarités	0,00	80,61	80,61	7,85	3,20	11,06	14%
20	Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle.	490,74	442,00	932,74	0,00	0,00	0,00	0%
21	Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
22	Ministère de la Communication, de l'Économie numérique et de l'Innovation	345,74	0,00	345,74	9,14	0,00	9,14	3%
31	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	45,30	2,00	47,30	0,00	0,00	0,00	0%
32	Ministère des Transports	161,41	0,00	161,41	0,00	0,00	0,00	0%
34	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique.	188,93	0,00	188,93	0,00	0,00	0,00	0%
36	Ministère de l'Energie.	1 221,01	2,00	1 223,01	62,18	110,39	172,57	14%
40	Ministère de l'Elevage	295,00	6,87	301,87	0,00	0,00	0,00	0%
79	Ministère de l'Assainissement, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures	1 292,23	224,32	1 516,55	69,24	2,02	71,26	5%
99	Chèques Trésor Série Spéciale (CTSS)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%
****TOTAL****		8 738,15	1 952,40	10 690,55	651,72	166,02	817,74	7,65%

Source : DNIP-SIG

III.4- Situation d'exécution des dépenses par fonction

Le présent point fait l'analyse des dépenses de l'État par objectif socioéconomique. L'exécution globale des dépenses hors FINEX au premier trimestre 2026, par grande fonction de l'administration publique sur base ordonnancement se chiffre à 4 706,17 Mds GNF et se décompose comme suit :

- La fonction « Services Généraux des Administrations Publiques » a enregistré une exécution de 2 858,53 Mds GNF (13,74% de la prévision annuelle), représentant 60,74% des totales ordonnancées. Ce montant prend en charge la réduction des charges de la dette et le fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, des affaires financières, fiscales et affaires étrangères, des services généraux, et les Autres Services Généraux de l'administration Publique ;
- Les crédits destinés à la fonction « Défense » ont été exécutés à hauteur de 203,71 Mds GNF, soit 2,50% de la prévision annuelle, correspondant à 4,33% du total des dépenses exécutées. Ils concernent la prise en charge des forces de défense ;
- La fonction « Ordre et sécurité publics », quant à elle, a enregistré un niveau d'exécution de 24,37 Mds GNF (0,52% des dépenses totales), soit 1,33% de la prévision annuelle. Cette fonction est composée des Services de la Police, des Tribunaux ainsi que les administrations pénitentiaires ;
- Les dépenses de la fonction « Affaires Économiques » ont été exécutées à hauteur de 531,23 Mds GNF (4,60% de la prévision annuelle), représentant 11,29% des dépenses globales. Ces dépenses concernent les services liés à l'agriculture, la Sylviculture, la Pêche, la chasse et l'élevage, les combustibles et énergies, la communication ainsi que le financement des autres branches d'activités des industries extractives et manufacturières, la construction et autres affaires économiques ;
- La fonction « Protection de l'environnement » a connu une exécution de 7,50 Mds GNF (1,75% de la prévision annuelle), soit 0,16% de l'ensemble des dépenses. Elle concerne uniquement la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature ;
- La fonction « Logement et équipements collectifs » enregistre un paiement de 5,42 Mds GNF (3,41% de la prévision annuelle), représentant 0,12% des dépenses totales. Ces dépenses sont exécutées en faveur des logements, de l'alimentation en eau potable et l'éclairage public ;
- La fonction « Santé » pour 6,27 Mds GNF (0,33% de la prévision annuelle), sa part est de 0,13% des dépenses totales ;
- La fonction « Loisirs, culture et culte » exécutée à hauteur de 7,50 Mds GNF (1,06% de la prévision annuelle), soit 0,16% des dépenses globales. Elle porte sur les services récréatifs et sportifs, les services culturels et les cultes et autres services communautaires ;
- La fonction « Enseignement » exécutée à hauteur de 1061,63 Mds GNF (14,09% de la prévision annuelle), soit 22,56% des dépenses totales. Elle concerne les dépenses de l'Enseignement supérieur, l'Enseignement postsecondaire non supérieur, l'Enseignement préélémentaire et primaire, des Services annexes à l'enseignement, la Recherche et développement et les autres enseignements. Il importe de noter que le niveau

d'exécution de cette fonction est porté fondamentalement par les salaires et traitements du corps enseignant ;

La fonction « Protection sociale » n'a connu aucune exécution des dépenses.

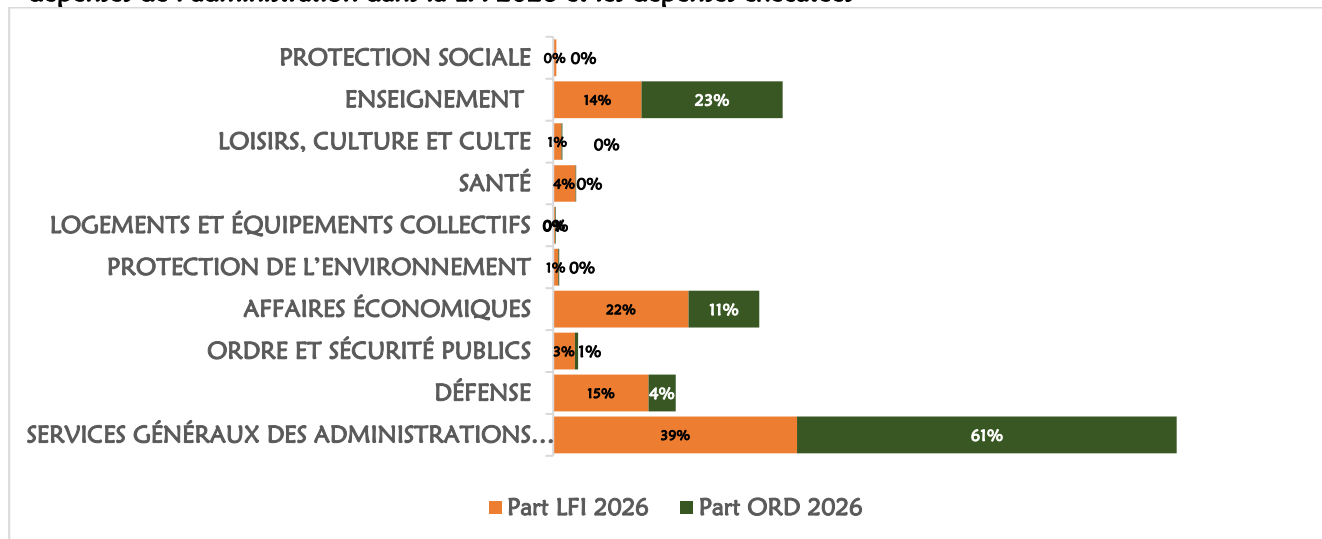
Tableau 14: Exécution par grande fonction sur base paiement à fin mars 2026 (en Mds GNF)

N°	FONCTIONS	LFR 2023	LFR 2024	LFR 2025	ENG_CF	Taux eng.	MT_ORD	Taux Ord	Part
1	Services généraux des administrations publiques	6 719,56	14 548,58	15 389,32	12 544,95	81,52%	12 441,57	80,85%	35,26%
2	Défense	4 802,76	4 844,14	5 642,94	5 640,32	99,95%	5 606,97	99,36%	15,89%
3	Ordre et sécurité publics	1 178,02	1 199,86	2 905,04	1 619,55	55,75%	1 615,19	55,60%	4,58%
4	Affaires économiques	7 272,56	5 553,09	10 143,60	6 744,59	66,49%	6 710,36	66,15%	19,02%
5	Protection de l'environnement	401,60	298,83	6 151,38	1 089,21	17,71%	1 087,06	17,67%	3,08%
6	Logements et équipements collectifs	1 258,23	387,72	296,43	138,37	46,68%	135,08	45,57%	0,38%
7	Santé	1 624,60	1 345,40	1 577,67	1 210,56	76,73%	1 209,70	76,68%	3,43%
8	Loisirs, culture et culte	1 228,54	757,22	2 245,11	1 072,82	47,78%	1 057,43	47,10%	3,00%
9	Enseignement	3 463,79	3 053,86	5 865,33	5 206,50	88,77%	5 192,41	88,53%	14,72%
10	Protection sociale	2 350,09	228,90	371,32	223,35	60,15%	225,78	60,80%	0,64%
TOTAL		30 299,75	32 217,60	50 588,13	35 490,23	70,16%	35 281,56	69,74%	100,00%

Source : DGB et DNSI

Le graphique ci-dessous présente la comparaison des parts des grandes catégories de la classification fonctionnelle des dépenses de l'administration dans la LFI et dans l'exécution du budget à fin mars 2026.

Figure 3: Comparaison de la part des grandes catégories (divisions) de la classification fonctionnelle des dépenses de l'administration dans la LFI 2026 et les dépenses exécutées



III.5- Situation d'exécution des subventions d'électricité

Les subventions en faveur de la Société d'électricité de Guinée (EDG) représentent les transferts effectués par l'État à l'EDG et ses fournisseurs et prestataires pour la facilitation de la desserte en électricité et l'allègement du coût de l'électricité.

Au titre de la subvention sur la consommation de l'électricité, aucun paiement n'est constaté durant le premier trimestre 2026.

III.6- Consommation d'eau et d'électricité de l'administration

Concernant les dépenses de consommation d'eau, elles ont été exécutées sur base engagement et prises en charge à hauteur de 7,5 Mds GNF sur un objectif des douzièmes provisoires de 9,38 Md GNF, soit 79,96%.

Quant aux dépenses de consommation d'électricité de l'administration, à fin mars 2026, elles n'ont enregistré aucune exécution pour des inscriptions au titre des douzièmes provisoires de 3,65 Mds GNF.

III.7- Situation des instances à fin mars 2026

Sur la base des prises en charge comptable, les instances à fin mars 2026 se chiffrent à 1 262,96 Mds GNF et concernent entièrement les dépenses courantes. La situation par titre se présente comme suit :

Titre II (Dépenses de personnel)	958,38 Mds GNF
Titre III (Biens et services)	100,67 Mds GNF
Titre IV (Subventions et transferts)	203,91 Mds GNF

III.8- Situation de l'exécution des crédits des services déconcentrés à fin mars 2026

A fin mars 2026, l'exécution des dépenses ordonnancées en faveur des services déconcentrés se chiffre 67,01 Mds soit 67,82 % des engagements de la période de 98,79 Mds GNF et 41,02% des crédits du 12ème provisoire de 163,33 Mds GNF. Ces ordonnancements représentent 8,11% des crédits inscrits en LFI 2026 (826,02 Mds GNF).

Les ordonnancements effectués concernent les services déconcentrés intérieurs pour 18,25 Mds GNF et les services déconcentrés extérieurs pour 48,76 Mds GNF.

Tableau 15: Situation de l'exécution des crédits des services déconcentrés : déconcentrés intérieur, déconcentrés extérieurs et projets et programmes à fin mars 2026 (Mds de GNF)

LIBELLE_SECTION	LFI 2026	CREDIT_ACTUEL 12ème provisoire	ENGAGEMENT CF2	MT_LIQ	MT_ORD	taux 12ème
DÉCONCENTRÉS CONAKRY	19,53	9,51	3,22	0,00	0,00	0,00%
DÉCONCENTRÉS INTÉRIEURS	484,80	82,87	26,55	22,92	18,25	22,02%
DÉCONCENTRÉS EXTÉRIEURS 4	321,69	70,96	69,02	69,02	48,76	68,71%
TOTAL HORS FINEX	826,02	163,33	98,79	91,94	67,01	41,02%

Source : DNSI, DGB

III.9- Situation d'exécution des dépenses sociales

Les dépenses sociales ordonnancées à fin mars 2026 se chiffrent à 1 032,33 Mds GNF sur un objectif des douzièmes provisoires de 1 537,54 Mds, soit 67,14%. Ces ordonnancements représentent 87,43% des dépenses engagées au titre des dépenses sociales. Cette exécution se décompose comme suit par ministère :

- Ministère de la Sante et de l'Hygiène Publique..... 128,77 Mds GNF
- Ministère de la Femme, de la Famille et de la Solidarité..... 13,84 Mds GNF
- Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle..... 716,89 Mds GNF
- Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'emploi.....38,90 Mds GNF
- Ministère de l'Enseignement Supé. et Recherche Scientifique.....133,93 Mds GNF

Les dépenses inscrites au titre du douzième provisoire représentent 18,05% des prévisions du douzième provisoire de 8 516,31 Mds GNF.

III.10- Principaux soldes et indicateurs de gestion budgétaire

Le tableau 16 ci-dessous présente la situation de l'exécution du budget sur base caisse et paiements à fin mars 2026.

Tableau 16: Synthèse de l'exécution des principaux indicateurs budgétaires

Libellé	Fin mars 2025	Situation des indicateurs fin à Mars 2026				
	Réalisation	LFI 2026	Réalisation	Taux	Ecart	
	a	b	c	d=c/a	e=c-a	f=(c-a)/a
Recettes yc dons et ex. clos	9 062,35	55 858,09	12 289,71	22,00%	3 227,36	35,61%
<i>Dons</i>	246,09	2 167,42	0,00	0,00%	-246,09	-100,00%
Dépenses totales	5 558,23	64 181,36	4 308,51	6,71%	-1 249,72	-22,48%
<i>Dépenses courantes y c BAS</i>	4 766,66	37 963,30	3 490,76	9,20%	-1 275,90	-26,77%
Dépenses courantes hors BAS FCE	4 766,66	37 963,30	3 490,76	9,20%	-1 275,90	-26,77%
Dépenses d'investissement hors BAS	791,57	26 218,07	0,00	0,00%	-791,57	-100,00%
Solde budgétaire global (dons compris)	3 504,12	-8 323,27	7 981,20	-95,89%	4 477,08	127,77%
Solde budgétaire global (dons compris) en % du PIB	1,19%	-4,03%	1,99%	-	-	-
PIB (Mds GNF)	255 204,36	401 670,00	401 670,00	-	-	-

Source : DGB

IV- SOLDES BUDGETAIRES

L'analyse des principaux soldes de l'exécution du budget de l'État permet d'apprécier les résultats des actions entreprises en matière de gouvernance économique et financière en vue de prendre des mesures de politiques anticipatives pour d'éventuels ajustements.

IV.1- Solde budgétaire global

Le solde budgétaire global, obtenu par la différence entre le total des recettes encaissées (12 289,71 Mds GNF) et des dépenses payées (4 308,51 Mds GNF) à fin mars 2026, se chiffre à 7 981,20 Mds GNF soit 1,99% du PIB contre 3 504,12 Mds GNF (1,19%) un an plus tôt.

V- OPERATIONS DE FINANCEMENT

Sur un objectif de déficit annuel de 8 323,27 Mds GNF en 2026, le solde de financement s'est établi à +7 981,20 Mds GNF à fin mars 2026, soit un taux de réalisation de 95,89%.

En effet, le montant total des ressources de financement mobilisées au cours du premier trimestre 2026 se chiffre à 9 046,13 Mds GNF sur un objectif en LFI 2026 de 30 855,62 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 29,32%. Ces ressources proviennent essentiellement ;

- des emprunts intérieurs pour 1 064,93 Mds GNF ;
- du solde budgétaire positif pour 7 981,20 Mds GNF.

Au titre des emprunts, l'exécution concerne uniquement les emprunts intérieurs et se décomposent en emprunts obligataires émis de 764,93 Mds GNF et en bons du trésor (BdT) pour 300 Mds GNF.

En glissement annuel, les ressources de financement y compris le solde budgétaire ont connu une hausse de 38,24%. Cette augmentation est principalement liée au solde budgétaire positif de 7 981,20 Mds GNF à fin mars 2026 contre 3 504,11 Mds GNF réalisés un an plutôt.

Quant aux charges de financement, elles ont été exécutées à hauteur de 5 581,37 Mds GNF, soit 18,09% de l'objectif de la LFI 2026 (30 855,62 Mds GNF). Les principales charges supportées par l'État au cours du premier trimestre 2026 concernent les paiements au titre de la réduction des arriérés des exercices antérieurs pour 2 714,71 Mds GNF :

- le remboursement du capital des bons émis pour 2 095 Mds GNF;
- le remboursement du capital de la dette extérieure pour 384,30 Mds GNF;
- le remboursement des titres d'état pour 221,86 Mds GNF.

Comparé aux charges de financements à fin mars 2025 (5 887,59 Mds GNF) enregistre une baisse de -5,20% correspondant à 306,23 Mds GNF.

Cette situation est principalement liée au niveau de remboursement du capital des bons du trésor et la réduction des arriérés des exercices antérieurs pour 4 967,66 Mds GNF contre 4 809,71 Mds GNF pour les mêmes postes à fin mars 2026.

Tableau 17: L'évolution des opérations de financements à fin mars 2026

LIBELLE	T1 2025	LFI 2026	Fin Mars 2026	TAUX	ECART	Accroissement
RESSOURCES DE FINANCEMENT	6 543,66	30 855,62	9 046,13	29,32%	21 809,49	38,24%
Solde budgétaire positif	3 504,11		7 981,20			
Emprunts intérieurs	2 799,80	21 667,44	1 064,93	4,91%	20 602,51	-61,96%
Numéraires hors dépôts des correspondants		4 500,00	0,00	0,00%	4 500,00	
Obligation du trésor à émettre		5 347,44	0,00	0,00%	5 347,44	
Emprunts obligataires à émettre	925,05	2 700,00	764,93	28,33%	1 935,07	-17,31%
Bons du Trésor	1 874,75	7 120,00	300,00	4,21%	6 820,00	-84,00%
Emprunts découverts exceptionnel		0,00	0,00	0,00%	0,00	
Emettre des titres d'état		2 000,00	0,00	0,00%	2 000,00	
Avances statutaires BCRG		0,00	0,00	#DIV/0!	0,00	
Emprunts Extérieurs	0,00	8 691,71	0,00	0,00%	8 691,71	
Emprunts extérieurs projets		8 691,71	0,00	0,00%	8 691,71	
DTS Guichet choc alimentaire		0,00	0,00	0,00%	0,00	
DTS Projets		0,00	0,00	0,00%	0,00	
DTS FCR Incendie dépôt Kaloum		0,00	0,00	0,00%	0,00	
Ressource prêt SOGES ET SOGEKA	239,75	496,47	0,00	0,00%	496,47	-100,00%

LIBELLE	T1 2025	LFI 2026	Fin Mars 2026	TAUX	ECART	Accroissement
CHARGES DE FINANCEMENT	5 887,59	30 855,62	5 581,37	18,09%	25 274,26	-5,20%
Solde budgétaire négatif		8 323,27	0,00	0,00%	8 323,27	
Protocole Dette BCRG		699,80	0,00	0,00%	699,80	
Remboursement capital des bons du trésor émis	2 140,25	7 487,89	2 095,00	27,98%	5 392,89	-2,11%
Remboursement des titres d'état émis	65,98	1 904,75	221,86	11,65%	1 682,90	236,25%
Paiement arriérés fournisseurs locaux (dette intérieure auditée)	163,17	900,00	93,54	10,39%	806,46	-42,67%
Réduction des arriérés de dépenses des exercices antérieurs	2 827,41	5 000,00	2 714,71	54,29%	2 285,29	-3,99%
dont titre d'état		0,00	0,00	0,00%	0,00	
Obligation du trésor		3 349,85	50,80	1,52%	3 299,05	
Remboursement du capital dette extérieure	222,76	2 252,06	384,30	17,06%	1 867,76	72,52%
dont amortissement capital prêt SOGES et SOGEKA		0,00	0,00	0,00%	0,00	
ICBC (Accord Sino-Guinéen)		0,00	0,00	0,00%	0,00	
Cautions de garantie	468,03	938,01	21,16	2,26%	916,85	-95,48%
dont Accord Sino-Guinéen	468,03	938,01	0,00	0,00%	938,01	-100,00%
dont garantie SONAP		0,00	0,00	0,00%	0,00	
dont garantie SENELEC (EDG)		0,00	0,00	0,00%	0,00	
Remboursements cautionnements et autres		0,00	17,09	0,00%	-17,09	
Rétrocession GUCEG/IRIS		0,00	4,08	0,00%	-4,08	
Capacité/Besoin de Financement		0,00	3 464,76	0,00%	-3 464,76	

RECOMMANDATIONS GENERALES

Sur la base de la situation de l'exécution du budget de l'État à fin mars 2026 et dans la perspective d'une meilleure exécution du budget de l'État, les mesures de politiques budgétaires recommandées de l'exercice 2026 sont entre autres :

A- Au titre des recettes

- poursuivre les réformes de digitalisation du recouvrement des recettes intérieures avec un accent sur les recettes administratives et celles des services déconcentrés ;
- renforcer les actions des Centres de Gestion Agréés (CGA) pour une meilleure formalisation du secteur informel et en créer de nouveaux ;
- renforcer le contrôle fiscal et douanier à travers l'utilisation des moyens technologiques nouveaux comme les drones, les scanners à dimension 3D et des vedettes maritimes ;
- poursuivre le renforcement de capacité des ressources humaines et matérielles des régies financières ;
- réduire les exonérations ad-hoc pour une meilleure performance des régies.

De manière spécifique :

- Poursuivre les réformes du Guichet unique du commerce extérieur (GUCEG) ;
- Poursuivre, au niveau du Trésor Public, la dématérialisation de la gestion des recettes administratives ;
- Renforcer et sensibiliser sur l'utilité de la plateforme digitale E-Contravention de la police routière ;
- Poursuivre la généralisation du paiement électronique des Droits et Taxes à l'intérieur du pays, notamment par Mobile Money.

B- Au titre des dépenses

- Accélérer les projets d'interconnexion des différents systèmes d'informations utilisés dans le cadre de l'exécution de la dépense publique ;
- améliorer la coordination et la communication entre les acteurs de la chaîne de la dépenses afin de fluidifier l'exécution des dépenses ;
- Renforcer le respect des dispositions légales et réglementaires encadrant l'exécution de la dépense publique ;
- Privilégier l'exécution des dépenses inscrites dans le budget de manière à limiter le volume des dépenses imprévues ;
- Accélérer la digitalisation du processus de passation des marchés publics ;
- Maîtriser davantage le recours à l'endettement et aligner la politique nationale d'endettement à la politique nationale d'investissement.

C- Au titre des financements

- Accroître la mobilisation des ressources de financement, notamment les emprunts obligataires ;

- Maîtriser le rythme d'accroissement des charges de financement afin d'assurer la soutenabilité du budget de l'État ;
- Renforcer le principe d'unicité de la caisse en réduisant le nombre de comptes séquestres afin d'améliorer la capacité des comptables publics à payer les dépenses.

CONCLUSION

La situation de l'exécution du Budget de l'État à fin mars 2026 présente un niveau de mobilisation de recettes appréciable (98,19%) et d'exécution des dépenses pas très favorable (50,59%). Le solde budgétaire qui se dégage se chiffre à 7 981,20 Mds GNF, soit 1,99% du PIB contre 3 504,12 Mds GNF, 1,19% un an plus tôt.

Le niveau de mobilisation atteint a été possible grâce aux réformes entreprises dans le processus de digitalisation, de dématérialisation du recouvrement des recettes, de renforcement du contrôle et des capacités des agents des régies de recettes.

Concernant les dépenses, elles ont atteint un montant (prise en charge comptable) de 3 665,89 Mds GNF et de paiement de 4 308,51 Mds GNF; l'impossibilité d'exécuter des dépenses d'investissement sur ressources propres dans le cadre de l'application des douzièmes provisoires et celle sur les missions à l'extérieur, le contrôle renforcé des dépenses de subventions et la maîtrise du train de vie de l'État ont permis d'atteindre ces résultats.

ANNEXES

Tableau 18: Réalisation des recettes par nature et par régie financière à fin Mars 2026

CODE REGIES	NATURE	LFR 2025	LFI 2026	A fin Mars Prév	A fin Mars Réal
	TOTALE RECETTES BUDGETAIRES	43 960,62	55 858,09	12 515,97	12 289,71
	RECETTES FISCALES	40 020,66	50 924,44	11 331,14	11 704,18
DGI	IMPÔTS SUR LES REVENUS, LES BENEFICES ET GAINS EN CAPITAL	7 687,00	10 677,82	1 455,39	1 532,65
	Impôts sur les revenus des personnes physiques	2 776,66	3 633,48	908,64	772,41
DGI	Impôt sur Traitements et Salaires (RTS) Personnels de l'Etat	108,27	100,09	21,48	26,52
DGI	Impôt sur Traitements et Salaires (RTS) Personnels Mines	475,92	457,73	120,39	112,44
DGI	Impôt sur Traitements et Salaires (RTS) Personnels (Hors Mines)	646,33	764,98	228,72	182,72
DGI	Impôt sur le revenu des capitaux Mobiliers (IRCM Mines)	127,11	143,26	40,70	24,38
DGI	Impôt sur le revenu des capitaux Mobiliers (IRCM Non Mines)	317,56	397,93	98,23	63,08
DGI	Retenue à la source sur les revenus non salariaux (RNS Mines)	201,98	220,96	52,59	54,47
DGI	Retenue à la source sur les revenus non salariaux (RNS Non Mines)	337,78	382,82	92,82	108,89
DGI	Prélèvement sur Bénéfice Industriel et Commercial (BIC)	6,96	5,02	0,34	0,93
DGI	Prélèvement sur Bénéfice Non Commercial (BNC)	6,46	7,07	1,65	1,89
DGI	Prélèvement Forfaitaire BIC à l'Importation	87,67	99,44	25,39	24,92
DGI	Prélèvement Forfaitaire BIC sur Achats Locaux (Mines)	212,04	397,00	65,90	68,81
DGI	Prélèvement Forfaitaire BIC sur Achats Locaux (Non Mines)	248,60	657,17	160,43	103,37
DGI	Impôt sur les plus-values immobilières Non Professionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
	Impôts sur les bénéfices des Sociétés et autres entreprises	4 910,33	7 044,34	546,75	760,24
DGI	Impôt sur les Sociétés Minières	1 122,86	1 941,29	105,91	106,37
DGI	Impôt sur les autres sociétés	3 168,12	4 361,96	45,31	118,31
DGI	Impôt Minimum Forfaitaire (Mines)	106,00	127,54	42,33	87,79
DGI	Impôt Minimum Forfaitaire (Non Mines)	513,35	613,56	353,19	447,77
	IMPÔTS SUR LES SALAIRES ET LA MAIN D'ŒUVRE	778,89	927,94	247,22	226,35
DGI	Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	778,89	927,94	247,22	226,35
DGI	Versements Forfaitaire sur les salaires (Mines)	312,26	355,94	97,81	91,81
DGI	Versements Forfaitaire sur les salaires (Non Mines)	447,49	551,06	137,52	130,69
DGI	Taxe d'apprentissage (Mines)	5,16	5,65	3,28	1,09
DGI	Taxe d'apprentissage (Non Mines)	13,98	15,30	8,61	2,77
DGI	IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE	110,98	118,63	11,02	24,41
	Impôts sur la propriété immobilière	110,98	118,63	11,02	16,13
DGI	Contribution Foncière Unique (CFU / RS Loyers) - Mines	37,80	38,58	4,07	7,25
DGI	Contribution Foncière Unique (CFU / RS Loyers) - Non Mines	73,17	80,05	6,95	8,88
	Impôts sur les mutations d'immeubles, de meubles, de jouissance, d'autres documents et actes	0,00	0,00	0,00	8,29
DGI	Droits des Sociétés - Mines	0,00	0,00	0,00	0,00
DGI	Droits des Sociétés - Non Mines	0,00	0,00	0,00	0,00

DGI	Droit de mutation d'immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00
DGI	Droit de mutation de meubles	0,00	0,00	0,00	0,00
DGI	Droit de succession	0,00	0,00	0,00	0,00
DGI	Autres droits d'enregistrement	0,00	0,00	0,00	8,29
	IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	18 343,28	22 460,68	5 502,61	5 630,00
	Impôts généraux sur les biens et services	11 306,98	13 696,85	3 394,96	3 262,38
DGI	TVA intérieures (Mines)	1 066,54	1 431,36	384,72	277,49
DGI	TVA intérieures (Non Mines)	4 084,34	4 790,64	1 177,33	1 238,63
DGD	TVA à l'importation - Pétrole	2 252,65	2 722,77	598,59	867,54
DGD	TVA à l'importation - Hors Pétrole	3 309,53	4 471,70	1 100,30	857,09
DGD	TVA sur FINEX - DGD	116,40	40,76	7,66	11,59
DGI	TVA sur FINEX - DGI	477,52	239,62	126,36	10,04
	Les accises	1 818,67	2 121,03	520,35	681,36
DGD	Droits d'accises	226,72	294,78	58,03	74,81
DGD	Taxe spécifique sur les produits pétroliers	523,77	549,28	165,60	204,45
DGD	Taxe spécifique sur les produits pétroliers - RER	978,83	1 180,63	273,03	376,40
DGI	Surtaxe fiscale intérieure	89,35	96,34	23,69	25,70
	Impôts sur les services déterminés	414,90	375,34	93,05	101,53
DGI	Taxes sur les contrats d'assurances (Mines)	15,49	16,35	2,33	2,84
DGI	Taxes sur les contrats d'assurances (Non Mines)	29,43	32,20	9,12	9,98
DGI	Taxes sur les activités financières	319,97	310,60	81,60	88,71
DGI	Loteries	50,00	16,19	0,00	0,00
	Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	4 802,73	6 267,47	1 494,25	1 584,73
DGI	Taxes sur les véhicules à moteur (Mines)	12,68	14,44	1,37	2,75
DGI	Taxes sur les véhicules à moteur (Non Mines)	17,47	21,71	2,51	5,59
DGI	Taxe sur l'extraction des substances minières autres que les métaux précieux	2 654,13	3 014,16	672,67	969,10
DGT-CP	Ticket d'entrée	2,53	0,00	0,00	0,00
DGI	Taxe d'accès au réseau téléphoniques (TARTEL)	259,00	291,72	66,82	68,80
DGI	Taxe sur la consommation téléphonique (TCT)	1 367,71	1 619,05	412,59	372,76
DGT-CP	Redevance sur l'utilisation des eaux souterraines et superficielles	0,64	0,71	0,00	0,00
DGT-CP	Redevances sociétés de pêche	120,96	115,53	37,12	39,13
DGT-CP	Redevance comptoirs acheteurs collect. (diamant)	4,72	6,05	1,54	1,16
DGT-CP	Redevances exploitation minières	49,13	78,24	42,69	33,14
DGT-CP	Redevances Téléphonie Mobile GSM	108,84	290,16	72,54	0,00
DGT-CP	Redevances chasses et faune	0,00	0,00	0,00	0,00
DGT-CP	Redevance superficielle	0,00	0,00	0,00	0,00
DGT-CP	Permis d'importation et d'exportation de Marchandises (DDI-DDE)	204,93	301,82	72,40	77,10

DGT-CP	Frais d'autorisation de transport	0,00	0,00	0,00	0,00
DGT-CP	Frais de délivrance des agréments du tourisme et de l'hôtellerie	0,00	0,00	0,00	0,00
DGT-CP	Redevances des sociétés de sécurité privée	0,00	6,00	0,00	0,56
	IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	10 770,48	15 658,74	3 853,49	3 277,65
	Droits de douanes et autres droits à l'importation	6 706,04	8 061,76	2 001,58	1 887,95
DGD	Droit fiscal à l'Importation - Pétrole	2 132,99	2 445,15	762,95	804,41
DGD	Droit fiscal à l'Importation - Hors Pétrole	3 000,95	3 907,41	873,82	713,38
DGD	Droit de Magasinage	0,53	0,58	0,15	0,02
DGD	Taxe d'Entreposage - Pétrole	129,34	124,15	28,54	31,74
DGD	Taxe d'Entreposage - Hors Pétrole	50,11	49,79	8,09	8,61
DGD	Redevances de liquidation - Pétrole	364,87	299,23	80,91	90,79
DGD	Redevances de liquidation - Hors Pétrole	800,67	990,82	188,33	205,83
DGD	Produit de Ventes aux Enchères	10,51	11,60	4,14	0,37
DGD	Taxe Enregistrement Douane	150,92	161,10	37,57	22,34
DGD	Taxes dégressives de protection	54,76	60,45	13,89	9,46
DGD	Redevance de prestations administratives	10,39	11,47	3,20	1,01
	Taxes à l'exportation	4 064,45	7 596,99	1 851,91	1 389,70
DGD	Taxe à l'exportation sur les substances minières autres que les pierres précieuses	2 973,81	6 276,36	1 611,89	1 005,05
DGD	Taxe à l'exportation sur les métaux précieux	925,12	1 184,75	199,31	360,65
DGD	Taxe à l'exportation sur la production artisanale de l'Or et autres pierres précieuses	51,61	37,62	5,78	5,80
DGD	Droit fiscal à la Sortie	113,90	98,25	34,93	18,19
	AUTRES RECETTES FISCALES	158,12	200,29	31,40	26,31
	Autres recettes fiscales à la charge exclusive des entreprises	158,12	200,29	31,40	26,31
DGI	Timbres fiscaux - Droits de timbres à l'importation	29,17	25,67	12,48	4,12
DGI	Droits d'enregistrement sur les marchés	22,65	24,60	3,61	2,13
DGI	Droits d'enregistrement sur les marchés FINEX	5,75	4,40	1,56	0,86
DGI	Autres droits d'enregistrement	98,29	141,85	13,63	19,10
DGI	Autres droits de timbres	2,25	3,77	0,12	0,10
	DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 703,77	2 167,42	541,86	166,02
	DONS	1 703,77	2 167,42	541,86	166,02
	Dons reçus des Institutions Internationales	1 703,77	2 167,42	541,86	166,02
	Dons appui budgétaire	225,87	215,02	53,76	0,00
	Dons projets et programmes	1 477,90	1 952,40	488,10	166,02
	AUTRES RECETTES	2 236,20	2 772,23	642,98	419,50
	REVENU DE LA PROPRIETE	1 028,61	1 318,23	307,00	199,03
DGT-CP	Dividendes perçus	1 028,61	1 318,23	307,00	199,03

	VENTE DE BIENS ET SERVICES	596,09	856,65	205,75	114,22
	Ventes des établissements marchands	123,98	213,16	52,99	6,27
DGT-CP	Locations bâtiments administratifs à usage de logement	0,18	0,20	0,05	0,00
DGT-CP	Redevances domaniales (Baux et concessions)	123,80	128,74	31,89	6,27
	Droits et frais administratifs	472,11	643,48	152,76	107,95
DGT-CP	Frais judiciaires	1,45	1,28	0,32	0,14
DGT-CP	Recettes Consulaires	0,53	0,59	0,15	0,09
DGT-CP	ventes de passeports	155,00	171,12	26,86	28,38
DGT-CP	Visa d'entrée sur le sol Guinéen	46,11	75,73	19,80	14,21
DGT-CP	Cartes de séjour étrangers résidents	3,56	15,83	4,18	1,45
DGT-CP	Droits et Frais de cartes nationale d'identité	2,30	0,00	0,00	0,02
DGT-CP	Vente de documents administratifs	5,23	6,14	1,62	1,39
DGT-CP	Permis de conduire	27,46	32,76	8,72	12,04
DGT-CP	Droits Topographiques	0,00	0,00	0,00	0,00
DGT-CP	Droits et Frais d'immatriculation véhicules et engins	83,75	101,39	24,68	17,67
DGT-CP	Autres droits administratifs	15,00	10,56	2,64	0,08
DGT-CP	Frais Permis de travail aux étrangers	105,55	136,53	40,90	29,09
DGT-CP	Frais Extrait de Naissance Biométrique	2,58	0,00	0,00	0,00
DGT-CP	Frais titre foncier	23,57	31,55	7,89	3,38
	AMENDES, PENALITES ET CONFISCATIONS	245,15	215,22	72,22	88,51
	Amendes, Pénalités et Confiscations	245,15	215,22	72,22	88,51
DGT-CP	Amendes judiciaires	0,07	0,07	0,02	0,00
DGT-CP	Amendes Polices routières	0,98	1,08	0,27	0,19
DGT-CP	Amendes Gendarmerie routière	1,21	1,33	0,33	0,44
DGD	Amendes et Confiscations Douanières	29,70	42,00	8,74	21,18
DGT-CP	Amendes Pêche	3,70	7,50	0,00	0,00
DGI	Amendes et pénalités - DGI	209,50	163,24	62,86	66,71
	TRANSFERTS	192,43	160,14	0,00	0,00
	Transferts courants non classés ailleurs	192,43	160,14	0,00	0,00
DGT-CP	Autres transferts courants non classés ailleurs	192,43	160,14	0,00	0,00
	RECETTES DIVERSES	173,91	222,00	58,00	17,74
	Recettes diverses	173,91	222,00	58,00	17,74
DGT-CP	Ristournes sur les recettes des jeux	154,89	201,00	52,75	14,11
DGT-CP	Recettes en atténuation de dépenses	19,02	20,99	5,25	0,00
DGT-CP	Consignations	0,00	0,00	0,00	3,63
DGI	Autres comptes à recevoir (ex.clos) intérieur, RAR DGI	321,38	350,32	104,86	162,64
DGD	Autres comptes à recevoir (ex.clos) importation, RAR DGD	1 850,55	530,01	125,15	824,17

Source : DGB/DGI/DGD/DGTCP

Tableau 19: Exécution globale des dépenses hors FINEX par phase et par Administration à fin mars 2026 (en Mds GNF)

LIBELLE_SECTION	LFI 2026	12 ^{ème} PROVISOIRE	TAUX DE LIQUID	ORDONCMNT	TAUX D'ORDONN	PRISES EN CHARGES (MT_VBP)	MT_PAYE	TAUX DE PAIEM
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	0	227,50	100,19%	130,05	98,86%	123,04	139,60	61,36%
PRIMATURE	0	23,88	100,38%	15,31	100,00%	3,00	10,35	43,33%
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE	0	1 299,55	101,93%	1 221,77	98,11%	1 221,77	598,17	46,03%
MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	0	822,51	99,96%	427,28	99,81%	416,30	403,84	49,10%
MINISTÈRE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	0	209,18	103,58%	200,70	100,00%	159,91	84,32	40,31%
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME	0	82,29	99,76%	69,87	99,93%	66,49	30,21	36,71%
MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES GUINEENS ETABLIS A L'ETRANGER	0	199,32	100,26%	127,50	79,44%	91,80	89,18	44,74%
MINISTÈRE DU PLAN, DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET DU DEVELOPPEMENT	0	25,59	101,30%	13,48	93,25%	11,63	25,50	99,66%
MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET	0	784,25	102,51%	72,35	99,13%	57,34	604,36	77,06%
MINISTÈRE DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE	0	40,03	103,03%	31,63	99,94%	26,81	13,20	32,98%
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	0	63,50	102,79%	25,10	99,83%	14,30	165,00	259,85%
MINISTÈRE DE LA PECHE ET DE L'ECONOMIE MARITIME	0	24,94	103,13%	14,22	99,81%	12,40	78,72	315,63%
MINISTÈRE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	0	101,33	102,78%	21,46	99,72%	16,60	31,44	31,03%
MINISTÈRES DES INFRASTRUCTURES	0	13,96	101,75%	10,57	99,30%	9,12	81,79	585,99%
MINISTÈRE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	0	25,38	102,54%	17,07	99,79%	12,69	7,15	28,18%
MINISTÈRE DU COMMERCE	0	6,52	103,33%	19,74	100,00%	17,18	9,66	148,19%
MINISTÈRE DU TOURISME ET DE L'HÔTELLERIE	0	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	0,00	#DIV/0!
MINISTÈRE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE	0	302,98	103,18%	128,77	99,81%	45,98	110,63	36,51%
MINISTÈRE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE	0	41,74	102,34%	13,84	89,36%	9,96	18,18	43,56%
MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ALPHABETISATION, DE L'ENSEIGNEMENT	0	869,50	102,27%	716,89	99,71%	45,20	300,16	34,52%

LIBELLE_SECTION	LFI 2026	12 ^{ème} PROVISOIRE	TAUX DE LIQUID	ORDONCMNT	TAUX D'ORDONN	PRISES EN CHARGES (MT_VBP)	MT_PAYE	TAUX DE PAIEM
TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE								
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'EMPLOI	0	11,54	102,96%	38,90	100,00%	32,36	15,79	136,80%
MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE L'INNOVATION	0	35,20	103,31%	17,26	99,30%	14,55	16,43	46,67%
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	0	36,33	101,36%	15,14	99,44%	6,89	7,14	19,64%
CONSEIL NATIONAL DE LA TRANSITION	0	44,26	100,00%	43,52	100,00%	43,52	41,93	94,75%
COUR SUPREME	0	28,70	100,00%	3,14	100,00%	3,14	1,31	4,57%
HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	0	5,94	100,00%	4,23	100,00%	0,83	1,77	29,75%
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT	0	32,76	102,46%	4,88	100,00%	4,46	2,34	7,13%
SECRETARIAT GENERAL AUX AFFAIRES RELIGIEUSES	0	9,18	102,50%	4,93	100,00%	4,52	2,14	23,32%
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	0	53,48	103,27%	40,19	99,87%	17,26	16,42	30,70%
MINISTERE DES TRANSPORTS	0	19,55	103,52%	13,49	100,00%	11,45	5,61	28,67%
GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	0	10,82	101,06%	0,29	100,00%	0,29	0,12	1,12%
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	0	311,78	100,85%	133,93	44,29%	84,38	125,69	40,31%
ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	0	13,66	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	0,00	0,00%
MINISTÈRE DE L'ENERGIE	0	705,14	102,63%	17,49	99,86%	12,94	179,91	25,51%
MINISTERE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	0	3,17	103,46%	9,67	100,00%	8,94	3,90	123,14%
MINISTÈRE DE L'ELEVAGE	0	38,30	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	0,00	0,00%
MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	0	20,81	93,34%	0,87	95,11%	0,00	0,73	3,49%
MINISTERE DE LA CULTURE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	0	30,06	102,26%	14,81	99,54%	12,98	6,46	21,48%
SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	0	2,04	100,00%	0,54	100,00%	0,00	0,40	19,67%
MINISTÈRE DES SPORTS	0	0,00	#DIV/0!	0,00	#DIV/0!	0,00	0,00	#DIV/0!

LIBELLE_SECTION	LFI 2026	12 ^{ème} PROVISOIRE	TAUX DE LIQUID	ORDONCMNT	TAUX D'ORDONN	PRISES EN CHARGES (MT_VBP)	MT_PAYE	TAUX DE PAIEM
MINISTERE DU BUDGET	0	12,37	103,37%	36,86	100,00%	33,32	14,90	120,41%
COUR DES COMPTES	0	14,38	100,00%	14,61	100,00%	4,33	6,10	42,44%
MINISTERE DE L'ASSAINISSEMENT, DE L'HYDRAULIQUE ET DES HYDROCARBURES	0	21,30	99,10%	8,25	100,00%	8,25	77,45	363,57%
MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE	0	14,07	100,00%	4,88	100,00%	0,00	3,63	25,80%
DEPENSES COMMUNES	0	1 877,52	100,00%	1 000,67	100,00%	999,98	976,89	52,03%
TOTAL GENERAL	0,00	8 516,31	101,35%	4 706,17	95,27%	3 665,89	4 308,51	50,59%

Source : DGB, DNSI

__Tableau 20: Exécution globale des dépenses hors FINEX par administration et par grande nature économique (base engagement) à fin mars 2026 (en Mds GNF)

LIBELLE SECTION	12ème PROVISoire	Charges de la dette	Dépenses de personnel	Dépenses de Biens et Services	Dépenses de Transferts	Total général	TAUX D'ENGAGE
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	227,50		43,78	81,10	6,41	131,30	57,71%
PRIMATURE	23,88		3,06	12,20	0,00	15,26	63,89%
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE	1 299,55		880,49	269,35	71,93	1 221,77	94,01%
MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	822,51		18,93	409,33	0,01	428,27	52,07%
MINISTÈRE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	209,18		183,38	10,33	0,04	193,76	92,63%
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME	82,29		67,25	2,84	0,00	70,09	85,17%
MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES GUINEENS ETABLIS A L'ETRANGER	199,32		79,92	68,47	11,69	160,08	80,31%
MINISTÈRE DU PLAN, DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET DU DEVELOPPEMENT	25,59		12,76	1,51	0,00	14,28	55,79%
MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET	784,25	0,00	68,60	2,57	0,03	71,20	9,08%
MINISTÈRE DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE	40,03		29,57	1,12	0,03	30,72	76,74%
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	63,50		23,51	0,94	0,01	24,46	38,53%
MINISTÈRE DE LA PECHE ET DE L'ECONOMIE MARITIME	24,94		13,20	0,61	0,01	13,81	55,39%
MINISTÈRE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	101,33		19,19	0,43	1,31	20,93	20,66%
MINISTÈRES DES INFRASTRUCTURES	13,96		8,80	1,66	0,00	10,46	74,92%
MINISTÈRE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	25,38		16,27	0,41	0,01	16,68	65,73%
MINISTÈRE DU COMMERCE	6,52		19,09	0,00	0,01	19,10	292,98%
MINISTÈRE DU TOURISME ET DE L'HÔTELLERIE	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
MINISTÈRE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE	302,98		118,77	6,24	0,03	125,04	41,27%

LIBELLE SECTION	12ème PROVISOIRE	Charges de la dette	Dépenses de personnel	Dépenses de Biens et Services	Dépenses de Transferts	Total général	TAUX D'ENGAGE
MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE	41,74		12,66	2,47	0,00	15,13	36,25%
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ALPHABETISATION, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	869,50		683,01	19,79	0,21	703,00	80,85%
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'EMPLOI	11,54		37,77	0,00	0,01	37,78	327,44%
MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE L'INNOVATION	35,20		16,04	0,79	0,00	16,83	47,81%
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	36,33		12,37	2,64	0,00	15,02	41,35%
CONSEIL NATIONAL DE LA TRANSITION	44,26		19,77	0,00	23,75	43,52	98,35%
COUR SUPREME	28,70		3,14	0,00	0,00	3,14	10,93%
HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	5,94		0,83	0,00	3,40	4,23	71,20%
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT	32,76		3,69	1,07	0,00	4,76	14,53%
SECRETARIAT GENERAL AUX AFFAIRES RELIGIEUSES	9,18		4,41	0,40	0,00	4,81	52,45%
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	53,48		38,54	0,43	0,01	38,97	72,87%
MINISTERE DES TRANSPORTS	19,55		12,52	0,50	0,01	13,03	66,64%
GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	10,82		0,29	0,00	0,00	0,29	2,67%
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	311,78		130,05	1,29	168,50	299,84	96,17%
ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	13,66		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
MINISTÈRE DE L'ENERGIE	705,14		13,40	0,66	3,00	17,07	2,42%

LIBELLE SECTION	12ème PROVISOIRE	Charges de la dette	Dépenses de personnel	Dépenses de Biens et Services	Dépenses de Transferts	Total général	TAUX D'ENGAGE
MINISTERE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	3,17		9,34	0,00	0,00	9,35	294,73%
MINISTERE DE L'ELEVAGE	38,30		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	20,81		0,00	0,98	0,00	0,98	4,69%
MINISTERE DE LA CULTURE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	30,06		13,38	1,16	0,00	14,55	48,40%
SECRETIARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	2,04		0,00	0,54	0,00	0,54	26,46%
MINISTÈRE DES SPORTS	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
MINISTERE DU BUDGET	12,37		35,65	0,00	0,01	35,66	288,21%
COUR DES COMPTES	14,38		4,33	0,00	10,28	14,61	101,57%
MINISTERE DE L'ASSAINISSEMENT, DE L'HYDRAULIQUE ET DES HYDROCARBURES	21,30		0,00	8,33	0,00	8,33	39,08%
MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE	14,07		0,00	4,88	0,00	4,88	34,71%
DEPENSES COMMUNES	1 877,52		79,98	536,66	384,04	1 000,67	53,30%
TOTAL GENRAL	8 516,31	0,00	2 737,73	1 451,68	684,78	4 874,19	57,23%

Source : DGB, DNSI

Tableau 21: Exécution globale des dépenses des douzième provisoires par administration et par grande nature économique (base paiement) à fin mars 2026 (Mds GNF)

LIBELLE SECTION	12ème PROVISOIRE	Charges de la dette	Dépenses de personnel	Dépenses de Biens et Services	Dépenses de Transferts	Dépenses d'invest	Total général	TAUX DE PAIEMENT
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	227,50		54,86	26,41	0,00	58,33	139,60	61,36%
PRIMATURE	23,88		6,37	3,97	0,00		10,35	43,33%
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE	1 299,55		510,45	87,72	0,00	0,00	598,17	46,03%
MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	822,51		178,93	133,31	0,00	91,60	403,84	49,10%
MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	209,18		80,95	3,36	0,00		84,32	40,31%
MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME	82,29		29,28	0,92	0,00		30,21	36,71%
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES GUINEENS ETABLIS A L'ETRANGER	199,32		66,88	22,30	0,00		89,18	44,74%
MINISTÈRE DU PLAN, DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET DU DEVELOPPEMENT	25,59		5,96	0,49	0,00	19,05	25,50	99,66%
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET	784,25	573,78	29,75	0,84	0,00	0,00	604,36	77,06%
MINISTÈRE DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE	40,03		12,84	0,37	0,00	0,00	13,20	32,98%
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	63,50		10,22	0,31	0,00	154,47	165,00	259,85%
MINISTERE DE LA PECHE ET DE L'ECONOMIE MARITIME	24,94		5,77	0,20	0,00	72,75	78,72	315,63%
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	101,33		8,75	0,14	0,00	22,56	31,44	31,03%
MINISTERES DES INFRASTRUCTURES	13,96		4,37	0,54	0,00	76,88	81,79	585,99%
MINISTÈRE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	25,38		6,97	0,13	0,00	0,05	7,15	28,18%
MINISTÈRE DU COMMERCE	6,52		7,98	0,00	0,00	1,68	9,66	148,19%
MINISTÈRE DU TOURISME ET DE L'HÔTELLERIE	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00	#DIV/0!
MINISTÈRE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE	302,98		52,24	2,03	0,00	56,35	110,63	36,51%
MINISTÈRE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE	41,74		6,32	0,80	0,00	11,06	18,18	43,56%
MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ALPHABETISATION, DE L'ENSEIGNEMENT	869,50		293,71	6,45	0,00	0,00	300,16	34,52%

LIBELLE SECTION	12ème PROVISOIRE	Charges de la dette	Dépenses de personnel	Dépenses de Biens et Services	Dépenses de Transferts	Dépenses d'invest	Total général	TAUX DE PAIEMENT
TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE								
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'EMPLOI	11,54		15,79	0,00	0,00	0,00	15,79	136,80%
MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE L'INNOVATION	35,20		7,03	0,26	0,00	9,14	16,43	46,67%
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	36,33		6,28	0,86	0,00		7,14	19,64%
CONSEIL NATIONAL DE LA TRANSITION	44,26		18,18	0,00	23,75		41,93	94,75%
COUR SUPREME	28,70		1,31	0,00	0,00		1,31	4,57%
HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	5,94		1,77	0,00	0,00		1,77	29,75%
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT	32,76		1,99	0,35	0,00		2,34	7,13%
SECRETARIAT GENERAL AUX AFFAIRES RELIGIEUSES	9,18		2,01	0,13	0,00		2,14	23,32%
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	53,48		16,28	0,14	0,00	0,00	16,42	30,70%
MINISTERE DES TRANSPORTS	19,55		5,44	0,16	0,00	0,00	5,61	28,67%
GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	10,82		0,12	0,00	0,00		0,12	1,12%
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	311,78		125,27	0,42	0,00	0,00	125,69	40,31%
ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	13,66		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00%
MINISTÈRE DE L'ENERGIE	705,14		7,13	0,22	0,00	172,57	179,91	25,51%
MINISTERE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	3,17		3,90	0,00	0,00		3,90	123,14%
MINISTÈRE DE L'ELEVAGE	38,30		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	20,81		0,41	0,32	0,00		0,73	3,49%
MINISTERE DE LA CULTURE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	30,06		6,08	0,38	0,00		6,46	21,48%
SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	2,04		0,23	0,18	0,00		0,40	19,67%
MINISTÈRE DES SPORTS	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00	#DIV/0!

LIBELLE SECTION	12ème PROVISOIRE	Charges de la dette	Dépenses de personnel	Dépenses de Biens et Services	Dépenses de Transferts	Dépenses d'invest	Total général	TAUX DE PAIEMENT
MINISTERE DU BUDGET	12,37		14,90	0,00	0,00		14,90	120,41%
COUR DES COMPTES	14,38		6,10	0,00	0,00		6,10	42,44%
MINISTERE DE L'ASSAINISSEMENT, DE L'HYDRAULIQUE ET DES HYDROCARBURES	21,30		3,48	2,71	0,00	71,26	77,45	363,57%
MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE	14,07		2,04	1,59	0,00		3,63	25,80%
DEPENSES COMMUNES	1 877,52		418,08	174,77	384,04	0,00	976,89	52,03%
TOTAL GENERAL	8 516,31	573,78	2 036,43	472,77	407,79	817,74	4 308,51	50,59%

Source : DGB, DNS